

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1701 - 16 février 2001 - prix : 9F

# Élections municipales

**Une occasion  
de censurer  
la politique  
des uns  
et des autres**

## Génétique

**Un curieux front commun pour entraver  
la recherche scientifique**

**(page 16)**



## SOMMAIRE

### Leur société

4 - Le Medef s'attaque aux retraites  
- Prime pour l'emploi?

5 - Droite et gauche: démagogie face à l'insécurité  
- Congrès exceptionnel du PCF

7 - Les mensonges à propos de la rentrée scolaire 2001  
- Profits en hausse  
- Les affaires de Vivendi

16 - Génétique: un curieux front commun pour entraver la recherche scientifique

### Tribune

6 - L'insécurité augmente? Les élections approchent

### Dans le monde

8/9 - Israël: Sharon/Barak, la même politique  
- Haïti: le retour d'Aristide  
- Maroc: la répression contre les handicapés

10 - Italie: les travailleurs de Fiat contre la précarité  
- Etats-Unis: mieux vaut être Rich...

11 - Belgique: les patrons à l'offensive

### Dans les entreprises

11 - Moulinex: on ferme  
12 - Weston - Limoges  
- La Poste - Paris 10  
- La Poste - Vénissieux - Rhône  
13 - Ligne C du RER, région parisienne  
14 - LU - Château-Thierry en lutte  
- Forges d'Anor (Fourmies) en grève  
15 - Giat Industries - Saint-Chamond - Loire  
- Immigration

# PROCHAINES RÉUNIONS PUBLIQUES de soutien aux listes Lutte Ouvrière aux élections municipales avec Arlette LAGUILLER

• **MULHOUSE**  
avec Françoise RUCH  
Jeudi 15 février  
à 20 h 30  
Salle de la Bourse

• **CHALON-SUR-SAÔNE**  
avec Pascal DUFRAIGNE  
Vendredi 16 février  
à 20 heures  
Salle du Clos-Bourguignon

• **SAINT-NAZAIRE**  
avec Jean-Claude SAINT-ARROMAN  
Mercredi 21 février  
à 20 h 30  
Maison du Peuple de Saint-Nazaire  
Place Marceau

• **ROUEN**  
avec Gisèle LAPEYRE  
Vendredi 23 février  
à 20 h 30  
Halle aux Toiles

• **MARSEILLE**  
avec Sylvie MOYEN  
Samedi 24 février  
à 15 heures  
Salle le Château-des-Flours  
16, bd Michelet  
Métro Rond-Point-du-Prado

• **LILLE**  
avec Nicole BAUDRIN  
Lundi 26 février  
à 20 heures  
Salle du Gymnase  
Place Sébastopol

• **CREIL**  
avec Raymond HALLARD,  
Daniel REMOND  
et Roland SZPIRKO  
Mardi 27 février  
à 20 h 30  
Cinéma Univers  
36, rue du Port  
(près de la médiathèque)

• **LE MANS**  
avec François GARCIA  
et Yves CHEERE  
Mercredi 28 février  
à 20 heures  
Salle des Concerts  
56, rue du Port  
(près de la médiathèque)

• **GRENOBLE**  
Jeudi 1<sup>er</sup> mars  
à 18 h 30  
Alpexpo - tram ligne A -  
arrêt Alpexpo

• **PARIS**  
Vendredi 2 mars  
à 20 h 30  
Salle de la Mutualité,  
24, rue Saint-Victor  
à Paris (5<sup>e</sup>)  
Métro :  
Maubert- Mutualité

• **RENNES**  
avec Raymond MADEC,  
Josette GRIMAUD,  
Jean-Pierre GAUDIN  
Lundi 5 mars  
à 20 h 30  
Salle de la Cité,  
rue Saint-Louis

• **TOURS**  
avec Etienne CHERBLANC,  
Jean-Jacques PRODHOMME  
et Michel DEGUET  
Mardi 6 mars  
à 20 h 30  
Salle polyvalente des Halles  
Place Gaston-Pailhou

• **LYON**  
avec Marie-Christine PERNIN  
Mercredi 7 mars  
à 20 h 30  
Mairie du 6<sup>e</sup>  
Salle Victor-Hugo  
33, rue Bossuet  
(métro Masséna)

• **CLERMONT-FERRAND**  
avec Daniel SEGUY  
Jeudi 8 mars  
à 20 h 30  
Maison du Peuple  
Place de la Liberté

• **TOULOUSE**  
avec Robert ROIG,  
Michèle PUEL et  
Anne-Marie LAFLORENTIE  
Vendredi 9 mars  
à 20 h 30  
Hall 8, Parc des Sports  
(face au Stadium)

## AUTRES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

**LES LILAS** (Seine-Saint-Denis)  
avec Dominique PETITJEAN  
Jeudi 22 février  
à 20 h 30  
Gymnase Liberté  
30, bd de la Liberté

**PANTIN** (Seine-Saint-Denis)  
avec Armonie BORDES  
Vendredi 23 février  
à 19 h 30  
Salle André-Breton  
25 ter, rue du Pré-Saint-Gervais  
Métro Hoche

**COLOMIERS** (Haute-Garonne)  
avec Michèle PUEL  
et Jacqueline SANTI  
Mercredi 28 février  
à 20 h 30  
Centre associatif, salle n° 5  
Place du Cantal à Colomiers

**ARGENTEUIL** (Val-d'Oise)  
avec Patrice CRUNIL  
et Michel BRETON  
Samedi 3 mars  
à 19 h 30  
Salle Jean Vilar  
Boulevard Héloïse

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:  
**LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

**LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET**  
<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 13800 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 142 165. Commission paritaire des publications n° 64 095.

**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!** Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: .....  
PRÉNOM: .....  
ADRESSE: .....  
CODE POSTAL et VILLE: .....  
COMPLÈMENT D'ADRESSE: .....  
Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de: .....  
(rayer la mention inutile).  
Ci-joint la somme de: .....  
Règlement:  
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins  
d'entreprise du 12 février 2001

### Élections municipales

# UNE OCCASION DE CENSURER LA POLITIQUE DES UNS ET DES AUTRES

■ Dans les grandes villes, les élections municipales de mars prochain ne sont qu'en apparence des élections locales. Bien sûr, le poste de maire est dans ces villes l'objet de bien des convoitises. Parce qu'il compte dans une carrière de politicien, et aussi parce que la mairie fait partie de ces institutions qui peuvent faire des cadeaux au patronat local : à travers la concession de la distribution de l'eau, du ramassage des ordures, des transports publics ou des cantines scolaires, comme à travers la distribution de subventions ou la mise à la disposition des grandes entreprises de terrains viabilisés à bas prix. Mais pour les grands partis de droite ou de gauche, il s'agit avant tout de la préparation des élections législatives et présidentielles de 2002, bien plus importantes encore pour tous ces gens dont l'unique ambition est de gérer les affaires de la bourgeoisie.

Droite et gauche gouvernementale polémique d'ailleurs bien plus sur un problème général, celui de l'insécurité, que sur les problèmes de gestion municipale proprement dits. Mais quand les uns et les autres vantent leurs efforts ou leur programme en ce domaine, ils sont aussi hypocrites les uns que les autres, parce qu'ils sont au même titre responsables de cette insécurité.

Si dans certaines banlieues quelques dizaines de petits voyous, qui veulent faire de leur

quartier un ghetto où ils pourront se livrer sans problème à leurs petits trafics, parviennent à entraîner derrière eux un grand nombre de jeunes, c'est parce que cette jeunesse n'a aucune perspective d'avenir autre que le chômage, ou la galère, d'emplois précaires sous-payés en emplois précaires. C'est aussi parce que, dans les forces de police, il y a suffisamment d'éléments ouvertement racistes pour que leur comportement dresse tous les jeunes contre eux. Et la situation économique qui favorise cela, comme la présence d'éléments d'extrême droite dans la police, tous les gouvernements qui se sont succédé depuis vingt ans, ceux qui se disaient ouvertement de droite comme ceux qui se prétendaient ou se prétendent de gauche, en sont également responsables.

Depuis vingt ans, le Parti Socialiste a exercé pendant quatorze ans les responsabilités gouvernementales. Et quel est son bilan, du point de vue des travailleurs ? La loi Aubry sur les 35 heures ? Elle a permis la généralisation de l'annualisation du temps de travail et de la flexibilité dans les entreprises, et son application a suscité tant de mouvements sociaux que cela démontre amplement qu'elle a surtout été un cadeau pour le patronat. Ou est-ce le refus d'intervenir quand les entreprises qui empochent des milliards de bénéfices suppriment en même

temps des milliers d'emplois ? Ou encore le silence gêné observé quand le Medef s'est attaqué, une fois de plus, à la retraite à soixante ans ?

En quoi ces gouvernements, y compris celui que dirige Jospin, auquel le Parti Communiste Français apporte sa caution, mène-t-il une politique plus favorable aux travailleurs que les représentants ouverts des possédants que sont les hommes de droite ?

Qu'est-ce que ces socialistes qui nagent dans les affaires et encaissent sans honte des fortunes en commissions pour toute sorte de trafics, dans une société qui compte plus de deux millions de chômeurs, des millions de pauvres, des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ne survivent que grâce au RMI et aux Restaurants du coeur ?

Alors, dans ces prochaines élections municipales, la chose la plus utile que nous pouvons faire, c'est de censurer aussi bien la droite que la gauche gouvernementale en votant pour des listes constituées par des travailleurs dont la seule ambition est de faire entendre la voix de tous les exploités dont se moquent éperdument les politiciens au service de la bourgeoisie.

C'est très exactement le sens des listes que Lutte Ouvrière présentera dans un grand nombre de communes.

Arlette LAGUILLER

Retraites

# LE MEDEF NE RENONCE PAS

**Le Medef a finalement décidé d'ajourner l'épreuve de force qu'il avait engagée en décembre dernier sur les retraites complémentaires. Le Medef voulait faire accepter aux syndicats un allongement progressif de la durée de cotisation donnant droit à une retraite complémentaire à taux plein, qui serait ainsi passée de 40 à 45 ans d'ici 2023. Evidemment cela remettrait en cause la retraite à 60 ans puisqu'il aurait fallu attendre 65 ans pour toucher une retraite complémentaire complète. Le Medef se heurtant à un refus, il avait demandé aux patrons de ne plus cotiser à l'ASF, la structure qui permet, depuis que la retraite de base a été fixée à 60 ans, de payer les retraites complémentaires à taux plein également à 60 ans.**

Ce chantage a indigné et inquiété les travailleurs, qui ont tenu à manifester leur désaccord avec les projets du Medef lors de la journée du 25 janvier. Le président de l'UIMM, l'Union des industries métallurgiques et minières, en tirait cette conclusion: «Je constate que la mobilisation et l'inquiétude ont été réelles dans certaines entreprises, y compris chez les jeunes». Et, tout en affirmant que «sur le fond, le Medef a indiscutablement raison», il estimait que: «Visiblement, il n'y a pas eu assez de compréhension. L'opinion ne nous a pas compris. Il faut donc se redonner du temps pour expliquer à nouveau». Le ton était à la temporisation, d'autant que nombre de patrons n'avaient pas suivi l'appel à suspendre leurs cotisations, ne souhaitant guère s'engager dans une partie de bras de fer avec les travailleurs sur un sujet aussi sensible.

**DES OBJECTIFS  
AUXQUELS LE PATRONAT  
NE RENONCE PAS**

Sentant le vent, le Medef a donc renoncé provisoirement à ses ultimatums. Le système actuel sera prolongé de 22 mois. Mais ce n'est que partie remise car il n'a pas renoncé à ses objectifs. L'un d'eux est d'ailleurs déjà atteint: agiter devant les travailleurs la nécessité de se rési-

gner à de nouveaux sacrifices pour préserver leur retraite, et pas seulement leur retraite complémentaire.

Le Medef réclame du gouvernement qu'il s'attaque parallèlement au système de base des retraites. Il s'est lancé dans une campagne mensongère sur les prétendues difficultés à venir des caisses de retraites, afin de faire accepter aux travailleurs l'idée de sacrifices comme un moindre mal. Il faudrait que les travailleurs acceptent de revenir vingt ans en arrière, à la retraite à 65 ans, voire même plus tard encore, sous prétexte que la durée de vie augmente. Il faudrait que les travailleurs du public acceptent l'alignement sur ceux du privé, au nom de l'équité, alors qu'ils ont réussi à résister en 1995 aux attaques du gouvernement Juppé que les travailleurs du privé n'ont pas pu repousser. L'équité voudrait qu'on revienne aux 37 ans et demi de cotisations pour tous, au lieu d'imposer à tous les conditions les plus défavorables. Et ce n'est pas une question d'argent, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire!

Les politiciens comme les médias reprennent les arguments du patronat, statistiques à l'appui sur le «papy-boom», sur les progrès de la médecine qui permettent de vivre plus vieux, sur ce que les patrons ont réussi à imposer aux travailleurs dans d'autres pays, etc.

Les seules statistiques dont les menteurs professionnels ne nous parlent pas, ce sont celles qui concernent l'augmentation de la productivité c'est-à-dire la quantité croissante de richesses qu'un travailleur produit au cours d'une vie de travail. Or pendant que la productivité du travail était multipliée par dix, la durée de vie n'a pas décuplé pas plus que le nombre de retraités par rapport aux actifs! C'est dire que, si les travailleurs en profitaient moins, non seulement ils n'auraient pas besoin de travailler plus longtemps pour avoir droit à une retraite mais ils pourraient aussi toucher une retraite décente qui permette de vivre pleinement. Ce serait bien la moindre des choses après une vie de travail!

**PRENDRE SUR  
LES PROFITS**

Mais les seuls qui bénéficient de l'augmentation de la productivité, ce sont les patrons dont les profits, qui proviennent de l'exploitation accrue des travailleurs, n'ont jamais été étalés avec autant de cynisme. Pour payer



des dividendes en augmentation de 15% chaque année, il faut bien imposer aux travailleurs les plus lourds sacrifices, y compris en faisant marcher la roue de l'Histoire à l'envers, en revenant sur les acquis du passé.

Les organisations syndicales se prêtent malheureusement au jeu du patronat. La CFTC et la CFDT qui acceptent de signer le texte du Medef participent à la même campagne de mensonges qui vise à désarmer les travailleurs face aux attaques du patronat et du gouvernement. D'ailleurs le texte en question engage les signataires à ne pas porter atteinte à «la compétitivité» des entreprises, ce qui

signifie que, malgré leurs profits faramineux, les patrons ne payeront pas un sou de plus et que c'est aux salariés que tous les efforts seront demandés! A l'heure où nous écrivons, FO et la CGC ne voudraient signer que des parties du texte, ce qui est encore bien trop. Seule la CGT a franchement claqué la porte.

Mais le problème qui est désormais posé, c'est non seulement de répondre aux mensonges qu'on veut faire avaler aux travailleurs à propos des retraites, mais aussi de préparer la riposte aux attaques annoncées. Le 25 janvier les travailleurs ont répondu «présent» suffisamment fort pour faire réfléchir les dirigeants

patronaux. Mais il est clair aujourd'hui que ces derniers reculent pour mieux sauter. Y aura-t-il des dirigeants syndicaux capables de proposer un véritable plan de mobilisation aux travailleurs afin d'avoir une chance d'inverser le rapport de force et d'obliger enfin les patrons à reculer pour de bon? Rien n'est moins sûr. C'est dire que les 22 mois de sursis que se donne le Medef pour repartir à l'assaut des retraites doivent être mis à profit par les travailleurs pour se préparer à se défendre eux-mêmes, sans faire dépendre leur sort de dirigeants pleutres ou... vendus!

**Dominique CHABLIS**

## La prime pour l'emploi... POUR ÉVITER D'AUGMENTER LES SALAIRES

La prime pour l'emploi décidée par le tandem Fabius-Jospin, a été votée par les députés. Ceux du PS et du PC ont voté pour, les Verts et la droite se sont abstenus, les premiers ayant tenu à souligner que cette mesure était à «moitié bonne», les seconds «qu'elle allait dans le bon sens». Voilà une belle unanimité pour louer une mesure concoctée pour suppléer aux ristournes sur la CSG envisagées pour les plus bas salaires dans la loi de finances pour 2001 mais refusées par le Conseil constitutionnel car

génératrice, selon cette docte institution, d'inégalités! On connaît l'extrême sensibilité de ce Conseil sur ces problèmes!

En conséquence, un célibataire au SMIC ne devrait percevoir à ce titre que 1 500 F cette année. Comme on peut en juger, les plus bas revenus devront continuer à s'armer de patience et renoncer à rêver de folies. Les patrons, eux, peuvent tranquillement continuer à jouer en Bourse avec leurs profits, Jospin ayant récusé l'idée d'une hausse du SMIC et des bas salaires. Le Parti Communiste, qui s'était dans un premier temps déclaré

favorable à cette mesure plutôt qu'à un système dit «d'impôt négatif», s'est rangé derrière le point de vue de Jospin et de Fabius. Maxime Gremetz se contentant d'espérer que cette mesure n'incite pas les patrons à geler les salaires, sans préciser toutefois pourquoi ils se gêneraient.

Un peu d'argent des fonds publics va donc être saupoudré sur les plaies sociales les plus saignantes, sans qu'il en coûte un seul centime au patronat.

**A. V.**

Insécurité

Face à un problème réel

# DROITE ET GAUCHE FONT ASSAUT DE DÉMAGOGIE

**Le gouvernement a récemment annoncé la création de 1 000 nouveaux postes de policiers et de 5 000 emplois-jeunes d'adjoints de sécurité. Il s'agirait de répondre à la croissance de l'insécurité dans le pays, et en particulier dans les grandes villes.**

La campagne pour les élections municipales fournit l'occasion, à la droite comme à la gauche, de s'empoigner sur le terrain de la sécurité. Non pas que l'une ou l'autre s'interroge sérieusement sur la façon d'assurer aux citoyens une vie quotidienne paisible, dans les quartiers et les communes où leurs candidats veulent se faire élire. Ils utilisent seulement des problèmes réels, liés à la dégradation générale de la situation sociale de la catégorie la plus pauvre de la population, pour alimenter leurs joutes politiques, sans proposer ne serait-ce qu'une amélioration pour les quartiers, les immeubles, les équipements collectifs, les services publics des lieux concernés.

Il est normal que la montée d'une certaine délinquance et les problèmes d'insécurité qu'elle engendre soient en débat. Il est vrai que dans certaines cités, dans nombre d'établissements scolaires, dans les transports urbains, à certaines heures en particulier de la nuit, la tension existe et débouche parfois sur des exactions et des violences. Les statistiques expriment l'évolution de la situation. Ainsi, les délits et infractions commis en 2000 ont augmenté de plus de 5 % par rapport à l'année précédente. Certes, la délinquance financière a connu la hausse la plus importante, avec une augmentation de 20%. Mais les vols à main armée ou avec violence ont quant à eux fait un bond de plus de 15%. Tous n'ont pas eu des conséquences graves, mais ils témoignent de la dégradation dans les rapports entre les habitants d'une même cité ou d'un même quartier. Cette violence, par les risques réels ou supposés qu'elle engendre, est partout sensible. Aujourd'hui, les statistiques

enregistrent que la délinquance implique des mineurs de plus en plus jeunes tandis que le développement du sentiment d'insécurité gâche la vie d'une partie de la population, sensible alors à l'exploitation démagogique que l'extrême droite, la droite, sinon parfois la gauche elle-même, peuvent faire de leurs craintes.

Face à cette situation, quelques milliers de policiers et d'apprentis policiers supplémentaires ne peuvent certainement pas apporter une solution. Ils peuvent parfois réussir, là où ils sont présents, à dissuader les jeunes délinquants de perpétrer leurs forfaits, mais cela n'est même pas certain. Bien souvent, les interventions « coups de poing » contribuent plus à solidariser les jeunes avec les caïds locaux qu'à améliorer la situation. Les problèmes subsistent, parfois même aggravés, lorsque les « forces de l'ordre » se retirent.

Sans avoir pour ambition d'apporter de solution définitive, il serait pourtant possible d'agir sur la situation et de limiter les effets de ces tensions sociales.

Dans les établissements scolaires par exemple, le personnel enseignant comme d'encadrement est en nombre notoirement insuffisant, les classes sont surchargées, les matériels souvent inadaptés et les locaux vétustes. Les bâtiments sont trop étroits et accueillent des effectifs qui rendent difficilement gérable la situation. L'enseignement se pratique avec des moyens très inférieurs à ce qui serait nécessaire pour satisfaire les besoins, les aspirations des jeunes. Rien que dans ce cadre-là, il serait possible de leur offrir des appuis matériels, humains et militants indispensables. Et tous les services publics, tous les équipements dits sociaux sont à cette image.

Sans perspective à la sortie des écoles d'avoir un travail correctement rémunéré dans des conditions acceptables, sans objectif, sans autre avenir que le désœuvrement et le mépris des employeurs comme des pouvoirs publics le plus souvent, les jeunes perdent tout repère, partent à la dérive et sombrent d'autant plus facilement dans la délinquance. A une époque, des militants de quartier

existaient dans les cités et étaient capables d'entraîner les habitants, jeunes et moins jeunes, d'animer et d'impulser une vie collective du quartier ou de la cité, d'offrir un modèle et un idéal autre que celui du super-caïd capable d'impressionner plus faible que lui. Ils transmettaient un sens de la solidarité, de la collectivité, et combattaient de fait l'individualisme et les trafics, petits et grands. Ces militants de quartier ont été

en grande partie démoralisés par la politique de la gauche au gouvernement, leur présence s'est évanouie, quand elle n'a pas complètement disparu.

Faire totalement disparaître la délinquance et le sentiment d'insécurité qui en découle est difficile, voire impossible dans une organisation sociale commandée par la loi du marché, la loi de la jungle du capitalisme. Mais il serait tout à fait possible de rompre avec une politique

marquée seulement par une sur-enchère de discours démagogiques, appuyés par l'annonce de la création de quelques nouveaux bataillons répressifs. Seulement, commencer concrètement à s'attaquer aux racines du mal que représente la croissance actuelle de l'insécurité exigerait de défendre une autre organisation sociale, une autre conception de la vie en société.

M.R.

## Congrès exceptionnel du PCF

# Une nouvelle formule pour une même politique ?

**« Il ne faut pas rater ce rendez-vous : l'année 2001 doit donc être l'année de l'émergence, dans le paysage politique de notre pays, du nouveau Parti Communiste. » a déclaré Robert Hue dans son intervention au conseil national de son parti qui s'est tenu les 27 et 28 janvier derniers. Ce congrès exceptionnel devrait avoir lieu courant octobre afin d'accoucher de ce « nouveau » parti communiste qu'il appelle de ses vœux depuis des années.**

« Il faut pousser jusqu'au bout la logique de Martigues. » « Il faut modifier, en profondeur, le mode de vie, l'organisation, les structures du Parti Communiste. » Le secrétaire national du PCF n'a pas lésiné sur les formules choc, « changement d'époque », « changement radical ». Pour autant son intervention est révélatrice de la faible marge de manœuvre dont il dispose.

Il y a près d'un an, lors du congrès de Martigues, le PCF avait ouvert les instances dirigeantes du Parti à des « personnalités » extérieures au Parti, dont certaines

avaient un parcours différent, voire hostile, au PCF. La même démarche qui avait prévalu dans la constitution de la liste Bouge l'Europe n'avait guère été probante. Cependant Hue persiste et signe.

Il justifie sa démarche, expliquant : « Il nous faut opérer une véritable percée politique, sans quoi Martigues risquerait de n'être plus considéré que comme une simple annonce dont les effets se feraient attendre... et pourraient bien alors, tout simplement, ne plus être attendus. » Une percée politique, certes, mais comment ? Et pour quelle perspective ?

C'est qu'il prétend changer sans rien modifier. Il ne veut pas compromettre la participation gouvernementale et l'alliance avec le Parti Socialiste (ou plutôt à sa remorque) : il a même tenu à rappeler qu'il voulait « loyalement la réussite de la gauche plurielle ». Dans le même esprit, le Conseil national s'est félicité du nombre record d'accords conclus, dès le premier tour entre le PCF et le PS pour les élections municipales, ce qui se résume par des listes où le PCF dilue, une fois encore, son identité. Pour contrebalancer verbalement son propos, Hue déclare ne pas « limiter (les) choix stratégiques uniquement, ou même principalement, au rôle que joue actuellement le Parti

Communiste en son sein » et rejette « sans appel l'idée de nous situer comme l'hypothétique aile gauche d'une nébuleuse social-démocrate. » Plus facile à dire qu'à faire.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la politique du PCF « manque de lisibilité » comme le déplore Hue.

Celui-ci ne propose pas, pour l'instant, d'abandonner lors de ce prochain congrès l'appellation de communiste : « Renoncer, si peu que ce soit, à l'affirmation de notre identité communiste moderne, constituerait un manque dramatique pour notre pays et notre peuple. » En fait, ce nouveau congrès entérinera sans doute un nouveau pas dans l'abandon de statuts, de références, qui rattachent encore, même de façon lointaine, le Parti Communiste à ses origines. Il s'agit d'aller encore plus loin dans l'abandon des formes d'organisation actuelles.

La direction du Parti Communiste, ne demanderait pourtant pas mieux que de se débarrasser de ce passé, pour devenir ouvertement un parti social-démocrate. Sauf qu'en France, la place est déjà prise par le Parti Socialiste. Alors... il y a gros à parier que ce congrès exceptionnel n'apporte rien d'exceptionnel.

Christian BERNAC

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# L'INSÉCURITÉ AUGMENTE ? LES ÉLECTIONS APPROCHENT !

Les récents affrontements entre deux bandes de jeunes à la Défense parisienne et la publication de chiffres en hausse sur la délinquance sont vraiment tombés à point nommé. D'abord pour l'opposition ravie de pouvoir mettre en cause le prétendu laxisme du gouvernement, mais aussi pour la majorité, la gauche n'étant finalement pas moins contente de pouvoir rappeler qu'en matière de sécurité... elle entend bien se situer sur le même terrain que la droite.

Rien de tel que l'approche des élections pour inciter les politiciens, de la gauche à l'extrême droite, à se pencher sur le problème de l'insécurité de la population.

## Un regain d'insécurité ?

Mais que traduisent les chiffres du ministère de l'intérieur, une hausse de 5,5% de la délinquance ? Un assassinat avec préméditation n'est-il pas comptabilisé de la même manière que le fait d'entrer par la porte arrière d'un cinéma ? Ou qu'un objet perdu et déclaré volé pour des raisons d'assurance ? D'autre part une bonne part de la hausse annoncée n'est-elle pas liée à la multiplication des délits financiers (+20%) ?

La progression de ces chiffres témoigne d'abord d'une pression policière accrue et le redéploiement des forces de maintien de l'ordre social (CRS, gendarmes mobiles) sur le terrain de la petite délinquance. Sans compter que les autorités policières ont les moyens de peser sensiblement sur la mesure de la délinquance selon la façon de collecter les données : la hausse traduit peut-être autant une dégradation de leurs relations avec le ministre de tutelle qu'une quelconque aggravation de la situation sur le terrain.

Ceci dit, même en ignorant ces réserves, ces statistiques présentées comme inquiétantes n'ont rien de si exceptionnel. Le véritable pic de la délinquance se situe plutôt au premier tiers des années 90, période marquée par une poussée du chômage et de la misère liée à la récession économique de 1993. La tendance est plutôt à la décroissance depuis 1994 (année record avec plus de 3,9 millions d'actes répertoriés). Les chiffres publiés pour 2000 situent la délinquance à peu près au niveau de 1991 (3,75 millions d'actes).

Certes l'accent est mis aujourd'hui sur la jeunesse des auteurs et la violence en milieu scolaire. Mais là encore la progression des chiffres reflète surtout la mise en place progressive de la procédure de collecte des données et une pression croissante des rectorats sur les chefs d'établissements pour déclarer le moindre incident.

Quant aux affrontements de la Défense, entre bandes de jeunes désœuvrés bien éloignées des « gangs » parfois décrits par la presse, ce type de règlements de comptes entre cités est depuis longtemps monnaie

courante. Mais ils se produisent généralement dans des zones de banlieues enclavées dont les médias se désintéressent.

## En tout cas de démagogie...

Bien sûr, les milieux modestes sont souvent les premières victimes de l'insécurité. Mais le comble, c'est justement de voir les responsables du gouvernement et de l'opposition prétendre se soucier de la sécurité dans les quartiers populaires. Qui sinon eux a cautionné, voire encouragé les vagues de licenciements et de suppressions d'emplois des grandes entreprises depuis 25 ans ? Rappelons-le, les jeunes de Chanteloup-Vignes et de Mantes-la-Jolie qui se sont affrontés à la Défense sont précisément issus de cités frappées de plein fouet par les réductions d'emplois dans l'automobile.

Si les actes délictueux commis par des mineurs se multiplient, ils prennent évidemment naissance dans un certain contexte : développement de la précarité, maintien d'un niveau élevé de chômage dans les quartiers populaires, faiblesse des salaires qui, en dépit des risques, rend d'autant plus attractif le « business » sous toutes ses formes.

Ce n'est bien sûr pas dans ce sens que s'orientent les commentaires des notables en campagne. En allant discourir sur la « tolérance zéro » à Dreux, ancien fief de l'extrême droite, Chirac a donné le coup d'envoi d'un festival de démagogie. Certains, comme Pasqua, n'ont pas craint le ridicule en réclamant la révision de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs, déjà modifiée des dizaines de fois, y compris par ses propres soins, presque autant que celle sur les étrangers. D'autres ont appelé de leur vœux la « municipalisation des forces de sécurité » et la légalisation du couvre-feu pour les mineurs, voire l'instauration d'un « permis parental à points » avec suppression des allocations familiales à la clé.

La gauche n'est pas en reste. Dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, par exemple, le ministre de l'intérieur rivalise avec Séguin sur le terrain sécuritaire, et les médias consacrent aux quartiers de Château Rouge et de la Goutte d'Or des reportages non dénués de sous-entendus racistes.

Dans un contexte social un peu plus tendu qu'à l'accoutumée, le thème de l'insécurité a d'abord pour avantage de repousser à l'arrière plan du débat électoral d'autres thèmes comme les salaires, les licenciements chez Danone ou ailleurs, les retraites ou le PARE. Une raison supplémentaire qui justifie la campagne des listes Lutte Ouvrière non seulement sur ces vrais problèmes toujours aussi actuels que fondamentaux mais aussi sur la nécessité pour l'extrême gauche de refuser toute compromission électorale avec une gauche qui tient si peu à se différencier de la droite.

Julien FORGEAT

Le numéro 13 (janvier-février) de *Convergences révolutionnaires* est paru. Au sommaire un dossier sur « la vache folle et les dérives de l'agriculture capitaliste », des articles sur le travail de nuit des femmes, le service public d'accueil de la petite enfance, la Corse, l'offensive de Poutine contre les travailleurs russes, la grève à l'imprimerie nationale, les 35 heures dans le trust Axa.

Pour se procurer ce numéro écrire à Lutte Ouvrière, pour la fraction.  
Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

## Leur société

# Pour combattre le cancer

# LES BELLES PAROLES NE SUFFISENT PAS

Le deuxième sommet mondial contre le cancer s'est ouvert à Paris, le 9 février. Les participants ont souligné la gravité de la situation. En France, deux millions de personnes sont atteintes, 700 000 sont traitées, 250 000 nouveaux cas sont détectés chaque année, et un décès sur quatre serait dû à un cancer. Dans le monde, ce sont chaque année cinq millions de décès, neuf millions de nouveaux cas, bientôt vingt, selon l'OMS.

Contre ce fléau, les plans et les promesses ne manquent pas. Mais lorsqu'il faut passer aux mesures concrètes de lutte, celles qui demandent de l'argent, il n'y a plus personne. Le premier sommet contre le cancer, l'an passé, avait été marqué par la signature de la Charte de Paris, faisant de la lutte contre le cancer une priorité mondiale, et en France par ce que les journalistes appellent « un ambitieux plan anticancer, doté de 700 millions de francs sur cinq ans ». On pouvait estimer que c'était peu, comparé aux sommes gaspillées dans le *Charles-de-Gaulle* ou le *Rafale*. Mais surtout on constate maintenant que ce plan « tarde à se concrétiser ».

Les médecins et les chercheurs dénoncent le peu de spécialistes formés dans cette filière peu lucrative. Selon un chef de service de la

Pitié-Salpêtrière, à Paris, « dans dix ans, la pénurie sera terrible ». L'an passé, le gouvernement avait annoncé 11 millions pour créer des postes dans les hôpitaux : les seuls qui ont été créés, une trentaine, ont été financés par une association.

Dans le domaine du matériel, c'est la même chose. En mars 2000, Martine Aubry avait annoncé une centaine d'IRM (imagerie par résonance magnétique) supplémentaires : rien n'est venu. On manque d'IRM et de scanners. Les délais pour un examen radiologique en urgence sont en moyenne de 40 jours. Le dépistage systématique du cancer du sein, annoncé pour 2001, n'est pas réalisé. Des milliers de femmes ne seront pas soignées au stade précoce qui leur donnerait les meilleures chances de guérison.

En visite début février à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, Chirac affirmait que « le cancer devait mobiliser la totalité de nos moyens intellectuels, financiers, de recherche ». Pour un problème qui concerne la santé et la vie de millions de gens, ce ne sont que de beaux mots. Le bel argent, lui, c'est aux bourgeois qu'il va, aux industriels, aux spéculateurs, aux marchands de canons aussi. La santé des profits, pour les gens qui nous gouvernent, ça n'a pas de prix.

Vincent GELAS

## TotalFinaElf

# DES PROFITS RECORDS

L'entreprise pétrolière vient d'annoncer des profits records toutes catégories : plus de 50 milliards de francs. Tout a profité à ses actionnaires et dirigeants : hausse du brut qu'elle extrait au nom de certains pays mais dont elle récupère une partie du prix de la vente, hausse des profits sur le raffinage, hausse du dollar, et pour permettre tout cela, une réduction des effectifs : 4 000 suppressions d'emplois dont 2 000 en France, et la réalisation de

fermetures de sites. Sans oublier les moyens peu regardants de Total pour transporter ses produits comme l'a démontré la catastrophe de l'*Erika* de 1999.

Au total : des actionnaires heureux avec ce pactole de 50 milliards. Une telle somme permettrait la construction de combien d'écoles ? De combien de logements sociaux ? Elle permettrait de payer la retraite à combien de travailleurs ?

M.R.

## Rentrée scolaire 2001

# MALGRÉ LES MENSONGES DE LANG, TOUJOURS UN MANQUE DE MOYENS

■ Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale, se complait dans les effets d'annonce à répétition. Il y a quelque temps, il avait parlé du recrutement de 185 000 enseignants, en oubliant de préciser qu'il s'agissait essentiellement du remplacement des départs à la retraite des enseignants sur les années à venir. D'après les syndicats enseignants, cela ne suffirait même pas à combler ces départs. En fait, pour le second degré par exemple, un recrutement particulier a été mis en place pour le personnel précaire. Mais ce ne serait que justice que ces personnels soient titularisés sans aucune condition. Cela ne fera au bout du compte que la création de 390 emplois nouveaux pour l'ensemble des collèges et lycées d'enseignement général et technique de l'ensemble de la France.

C'est dérisoire. En fait, Lang redéploie les moyens, ce qui consiste en un soupouillage. Ici, des suppressions de postes, ailleurs, des fermetures de classes. Et on supprime ces postes au nom de la baisse démographique, alors que, si baisse démographique il y a, elle devrait permettre de diminuer les effectifs par classe. Rien que dans l'académie de Lille, pour la troisième année consécutive, la suppression de 235 emplois en collèges et

en lycées professionnels est prévue.

La même politique est pratiquée dans le premier degré. Lors de l'annonce de la carte scolaire 2001 pour ce premier degré, Jack Lang avait annoncé que tout allait bien puisque 800 postes devaient être créés... pour plus de 59 000 écoles ! En fait, là encore, on déshabille Pierre pour habiller Paul et masquer l'insuffisance des moyens. En réalité, dans neuf académies il y aura suppression de plus de 480 postes. Il est prévu par exemple dans le département de l'Oise 68 fermetures de classes !

Non seulement il n'y aura aucune amélioration dans la situation de l'éducation, surtout de l'éducation des classes populaires, mais il y aura même, dans bien des quartiers et cités populaires, une détérioration de la situation.

Ce sont des milliers de postes nouveaux qu'il faudrait créer dans le secondaire, comme dans le primaire : postes d'enseignants, d'infirmiers scolaires, de personnel d'entretien, au lieu de gérer la situation de pénurie qui se prolonge.

Mais le gouvernement préfère réserver des milliards pour les offrir au patronat !

Aline RETESSE

## NON AUX FERMETURES DE CLASSES !

■ A Nogent-sur-Oise, trois fermetures de classes ont été annoncées. Elles concernent toutes des écoles classées en ZEP, les Granges et les Obiers, situées dans des quartiers très populaires.

Déjà à la rentrée 2000, l'inspecteur d'académie avait imposé la fermeture d'une classe aux Granges, quatre jours après la rentrée. Inutile de dire que cela avait provoqué un vrai chamboulement. Il avait fallu revoir en catastrophe l'organisation des classes, déplacer des enfants, etc. Parents d'élèves et enseignants s'étaient alors mobilisés et l'école avait été occupée pendant deux semaines.

Les responsables politiques locaux, interpellés à cette occasion, avaient obtenu

un courrier de la part de Lang, demandant à l'inspecteur d'académie pour l'Oise de « se pencher plus sérieusement sur le cas des Granges ». On voit le résultat aujourd'hui, puisque le même inspecteur annonce, pour 2001, deux fermetures de plus.

Tout cela choque d'autant plus que les enfants ont déjà des difficultés. Une bonne partie d'entre eux sortent de l'école en sachant à peine lire. La diminution des moyens qui est à l'ordre du jour ne va pas arranger les choses. Pour le moment, la mobilisation ne fait que commencer. Une pétition circule et tout le monde s'est donné rendez-vous à la rentrée.

P.B.



Dans un établissement scolaire de la région parisienne

## À Compiègne (Oise) LES PARENTS SONT EN COLÈRE !

■ La mobilisation contre les fermetures de classes prévues dans l'Oise (il y en avait 68 au départ) s'est d'abord traduite par une manifestation le mardi 6 février à Beauvais, manifestation à laquelle ont participé enseignants et parents. Les parents, en effet, sont particulièrement en colère. Et il y a de quoi ! A Noyon, il y avait la menace de la suppression de six classes pour la prochaine rentrée, dont cinq situées dans des zones dites d'éducation prioritaire, c'est-à-dire dans des quartiers populaires où les enfants auraient besoin au contraire de plus d'attention et de moyens que dans les quartiers riches. A Compiègne, sept classes devaient être fermées, toutes sauf une situées dans des cités ouvrières, Le Clos des Roses ou la Victoire ou Royallieu.

Les parents ont occupé les écoles, comme aux écoles Faroux A et B, Hammel A et B, et manifesté encore le vendredi 9 février dans Compiègne en distribuant des tracts à la population et en faisant des pétitions. Des parents ont également profité du pas-

sage de l'inspecteur de la circonscription pour l'interpeller.

L'inspecteur d'académie, qui devait inaugurer le collège Malraux, ne s'est pas montré le 9. Et pour cause : des mères en colère l'attendaient de pied ferme. Mais il maintient toujours des fermetures de classes.

La mobilisation n'est pas terminée ! Les parents en ont assez qu'on justifie les fermetures de classes au nom de la baisse des effectifs alors que dans certaines écoles, on pourrait compter jusqu'à 30 élèves par classe, comme dans l'école Faroux.

Le recteur d'académie interpellé sur ces fermetures le 4 février avait répondu « qu'enseignants et parents donnaient un bien mauvais exemple aux enfants en occupant les écoles. » C'est au contraire un excellent exemple que donnent ces parents, celui de la lutte collective pour arracher des droits élémentaires, comme celui d'avoir les moyens d'apprendre, d'accéder à la culture.

A. R.

## TOUT VA VRAIMENT TRÈS BIEN POUR LES PROFITS

Plus de 100% d'augmentation pour les profits d'Alcatel, non loin de 10 milliards de profit en monnaie sonnante et trébuchante ! Péchiney : un plus de 21% pour les profits !

La saga annuelle de l'annonce des profits des grands groupes capitalistes vient de commencer. Ils jonglent avec les milliards. Lorsqu'il s'agit de verser les dividendes, on ne parle plus d'augmentations dérisoires, mais de pourcentages à deux chiffres : plus de 20% pour les actionnaires de Péchiney, près de 30 pour ceux d'Alcatel. La réduction des effectifs et le blocage des salaires sont les deux mamelles de l'augmentation des profits, comme le démontrent les bonnes affaires de TotalFinaElf, Danone et Vivendi en 2000.

L'argent est là pour satisfaire des augmentations substantielles des salaires. Il est aussi la preuve qu'il n'est pas question d'accepter les réductions d'effectifs que ces entreprises, qui font d'énormes profits, envisagent et préparent.

## LES AFFAIRES AUGMENTENT, VIVENDI VA RÉDUIRE SES EFFECTIFS

Il a fallu un article du *Financial Times* pour que les salariés de Vivendi apprennent par hasard que la multinationale s'appretait à procéder à des milliers de licenciements dans le monde. Cette entreprise de 250 000 salariés, numéro 1 des activités dénommées pompeusement « d'environnement », autour de l'eau en particulier mais aussi du nettoyage et des ordures, est maintenant, après sa fusion avec Canal+, le numéro 2 mondial du secteur des communications.

Le PDG a démenti... sans nier les suppressions de postes. Elles concerneraient essentiellement les sièges sociaux. Pendant ce temps, Vivendi annonce une hausse du chiffre d'affaires de son secteur environnement de plus de 25%, pas moins !

Vivendi a une sorte de charte d'entreprise : « *Envers nos salariés : attirer et retenir les meilleurs talents et respecter chacun* ». Mais c'est en fait « en s'en débarrassant si la hausse des profits le nécessite ».

Israël

# SHARON-BARAK, UNE MÊME POLITIQUE CONTRE LES PALESTINIENS

Il y a quatre mois déjà, en octobre 2000, Barak, le Premier ministre israélien, avait pris contact avec Sharon, dirigeant de la droite (le Likoud) et principal chef de l'opposition, afin d'envisager ensemble un gouvernement « d'union nationale ». Sharon avait alors posé des conditions que Barak avait jugées inacceptables, et l'accord ne s'était pas réalisé.

Aujourd'hui, après les élections qui viennent de donner une écrasante victoire à Sharon, c'est au tour de ce dernier de démarcher Barak... toujours dans le but de former un gouvernement « d'union nationale ». Et il se pourrait que la victoire électorale de Sharon s'avère être en fin de compte... la seule manière pour Barak de demeurer ministre dans un gouvernement !

## VERS L'ACCORD DROITE-GAUCHE

La raison immédiate de cette attitude, aussi bien de l'un que de l'autre des deux protagonistes, c'est que le Parlement israélien (la Knesset) s'avère ingouvernable sans un accord entre le Likoud et la gauche travailliste de Barak, aucun n'ayant séparément la majorité. A moins que Sharon ne décide de s'allier avec les formations d'extrême droite, ou les ultras religieux, ce qu'il ne semble pas avoir envie de faire pour le moment, mais qu'il fera peut-être quand même un jour ou l'autre.

Ce qu'indique aussi ce paradoxe apparent, c'est qu'il n'y a guère de différence fondamentale entre le Likoud et la gauche (ou prétendue telle) travailliste. Sharon est un criminel de guerre qui avait donné l'autorisation aux milices chrétiennes libanaises de « nettoyer » les camps palestiniens de Sabra et de Chatila, à l'époque où l'armée israélienne occupait le Sud-Liban et Beyrouth. En matière de massacres et de « purification ethnique », il est du même tonneau qu'un Milosevic par exemple. C'est lui aussi qui a provoqué en septembre dernier l'explosion de colère palestinienne en allant parader à Jérusalem sur l'Esplanade des mosquées... tout en se faisant le champion de la sécurité d'Israël !

Mais les travaillistes qui ont

gouverné Israël pendant des lustres ont toujours mené la plus résolue des politiques anti-arabes. Et Barak est celui qui vient de présider la répression de la nouvelle Intifada, qui a déjà fait 400 morts parmi les Palestiniens. C'est son gouvernement qui est également responsable du pogrom contre des Arabes de nationalité israélienne qui a fait treize morts dans leurs rangs, alors que ces derniers n'avaient pourtant tué personne, mais se contentaient de manifester. Massacre perpétré sur de prétendus « citoyens israéliens » mais qui n'a donné lieu pour le moment à aucune sanction chez les assassins. Une façon éclatante de démontrer que les Arabes d'Israël sont des citoyens de seconde zone, et que les autorités leur demandent de « rester à leur place », ce qu'ils ont fait d'ailleurs en boycottant les dernières élections.

## LA VICTOIRE RELATIVE DE SHARON

Un autre aspect que met en évidence les discussions Barak-Sharon, c'est que la victoire électorale de ce dernier n'est pas aussi triomphale qu'il y paraît. Pour la première fois dans un scrutin, près de 40 % des électeurs se sont abstenus. Parmi eux il y a les Arabes israéliens bien sûr, mais pas seulement. Un grand nombre



Adversaires politiques ? Sur le fond, pas tant que ça !

de ceux qui votent travailliste d'habitude n'ont pas, cette fois, pris part au vote. Et en fin de compte, c'est seulement un gros tiers du corps électoral qui s'est prononcé pour Sharon. Si ce dernier était si sûr de son audience, il tenterait peut-être de provoquer de nouvelles élections législatives afin d'obtenir la majorité à la Knesset. Mais dans un vote pour les députés, qui se déroule en Israël à la proportionnelle intégrale, le Likoud se retrouverait peut-être alors à peu près aussi minoritaire qu'aujourd'hui... et le même problème d'accord de gouvernement se poserait.

Quoi qu'il en soit, avec ou sans Barak, avec ou sans les formations d'extrême droite, la politique israélienne semble tracée : ce sera sensiblement la même qu'avant. Sharon fera probablement des démonstrations de force et davantage de massacres que son prédécesseur, parce que c'est un tueur qui, si cela ne tenait qu'à lui, utiliserait volontiers la méthode de l'armée russe en Tchétchénie, et aussi parce que c'est un politicien qui voudra montrer son intransigeance à son électorat. Mais il n'est pas en son pouvoir d'empêcher la révolte palestinienne, il va peut-être même l'exacerber.

## LE PIÈGE SANGLANT

Pendant ce dernier siècle, les sionistes ont défendu l'idée que l'Etat d'Israël constituerait un havre de paix pour les Juifs persécutés dans le monde entier. Israël a été quatre fois en guerre avec ses voisins, si on laisse de côté l'occupation du Sud-Liban (où Sharon a joué un rôle déterminant) et connaît pour la seconde fois l'Intifada. Le havre de paix n'existe pas. Si Israël obtient une sécurité toute relative, c'est en étant perpétuellement l'arme à la bretelle.

Devant cette situation, les dirigeants israéliens ont un moment été tentés de séparer radicalement les Juifs et les Arabes, en fermant les frontières et même en envisageant de renoncer à l'utilisation de la main-d'œuvre palestinienne. L'apartheid à l'israélienne, en somme. Mais cette politique a été en même temps contrecarrée par la volonté de créer de nouvelles implantations juives en Cisjordanie et à Gaza, c'est-à-dire dans les territoires, pourtant restreints, dévolus en principe aux Palestiniens. Dans ces colonies, les colons sont inextricablement mêlés aux

Palestiniens. Assurer vraiment leur « sécurité » est mission impossible, même pour Sharon. Si Israël s'avère un piège sanglant (pour les Arabes d'abord !), les colonies sont un piège dans le piège : déjà une quarantaine de colons ont été tués. Dix fois moins que de Palestiniens, certes, mais leur sécurité est bien impossible. La seule solution immédiate, et qui ne réglerait bien entendu pas l'ensemble des problèmes, serait l'évacuation de toutes les colonies juives de Cisjordanie et de Gaza. Sharon ne cesse de réaffirmer qu'il n'en veut pas, c'est sur leur maintien qu'il a été élu, et ce n'est pas pour rien qu'il a été durant une période ministre du Logement c'est-à-dire en fait de l'implantation des colonies. Cependant il y sera peut-être contraint si l'Intifada continue.

Car toute la politique des dirigeants israéliens ne peut que convaincre les Palestiniens qu'ils n'ont d'autre solution que de poursuivre la lutte. Et tous se souviennent que les seules concessions jamais obtenues ont été imposées, en 1993, par la première Intifada, que l'armée israélienne avec toute sa puissance ne parvenait pas à vaincre.

André VICTOR



**Haïti**

**LE RETOUR D'ARISTIDE**

**Le 7 février dernier, Jean-Bertrand Aristide a officiellement pris ses fonctions de président d'Haïti.**

Dix ans après son élection triomphale qui avait suscité un immense espoir de changement, avant qu'un coup d'Etat ne le chasse du pouvoir quelques mois plus tard, Aristide revient donc à la tête de l'Etat mais sur de tout autres bases. Car même s'il subsiste encore des illusions au sein de la population pauvre sur ce qu'Aristide et les politiciens de son clan (La Famille Lavalasse) peuvent lui apporter, sa candidature n'a pas soulevé le même enthousiasme.

D'ailleurs, à la différence

de celles de 1991 qui avaient vu la population se mobiliser massivement, les élections à la présidence qui se sont déroulées le 26 novembre dernier ont été marquées par un fort taux d'abstention, y compris dans les quartiers les plus pauvres considérés comme ses bastions.

Tant dans leur préparation que dans leur déroulement, ces élections, comme les législatives qui les avaient précédées le 21 mai, ont été marquées par de nombreuses fraudes et des violences. Elles ont d'ailleurs été contestées et boycottées par plusieurs partis d'opposition qui ont dénoncé « un coup d'Etat électoral visant à instaurer une nouvelle dictature ». C'est donc sans surprise qu'Aristide est sorti

vainqueur, non seulement parce qu'il n'avait pas de concurrent sérieux, mais aussi parce qu'il avait pris soin de placer tous les bureaux de vote sous le contrôle de gens à sa solde, qui n'hésitaient pas à chasser par des menaces physiques les observateurs des autres partis.

De leur côté, les grandes puissances, les Etats-Unis et la France en particulier, après s'être vantées d'avoir contribué à « la restauration de la démocratie en Haïti », se sont démarquées de cette mascarade électorale. Du coup, les Etats-Unis ont décidé de geler 500 millions de dollars d'aides promis depuis 1997, tandis que l'Europe attend, pour débloquer 70 millions d'euros, que le

nouveau pouvoir s'engage à « respecter la démocratie et les droits de l'homme ».

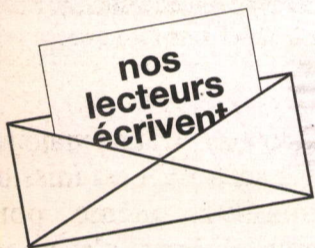
Reste que la population pauvre est la première à faire les frais d'une situation économique déplorable. Elle le paie par un chômage massif, un délabrement complet du peu de services publics qui existaient dans le pays, et des hausses de prix qui ont rendu les produits de première nécessité inabordable pour la grande majorité.

Et il n'y a aucune raison qu'Aristide apporte un quelconque changement à cette situation. Ni lui, ni les politiciens qui l'entourent ne parlent de s'en prendre à ceux qui détiennent les richesses, qui spéculent sur les produits de première nécessité, qui pillent les caisses de l'Etat et

des services publics, afin d'améliorer le sort du plus grand nombre, pas plus qu'ils n'ont promis qu'une fois élus ils feraient relever le salaire minimum ou qu'ils soulageraient l'extrême misère qui sévit dans les villes comme dans les campagnes.

En revanche, ils ont mis en place un système d'encadrement des quartiers pauvres par des bandes de voyous (les « chimères »), qui font régner la terreur, rançonnent, agressent et assassinent, tout en bénéficiant de la bienveillance de la police. Des bandes qui pourraient très bien servir contre cette population pauvre, si elle se révoltait contre le sort qui lui est fait.

Roger MEYNIER



**Maroc**

**La répression contre les handicapés qui demandent du travail**

**Au Maroc, en février 2000, environ 50 handicapés se sont résolus à entamer toute une série de manifestations pour exiger du travail du gouvernement. Comme rien n'a bougé depuis, ils projettent de commencer une grève de la faim collective et illimitée.**

En effet, les 3 millions de personnes handicapées du pays vivent le plus souvent dans la misère. Aucune aide publique, aucun dispositif de scolarisation ou d'accès à l'emploi digne de ce nom n'existent. Plus encore que les autres pauvres, ils doivent compter sur la solidarité de leur entourage et sur la charité pour survivre. Quelques-uns pourtant ont réussi à aller à l'école et à décrocher même une licence. C'est ceux-là, aujourd'hui, qui sont dans la rue et qui réclament leur dû. Certains de ces handicapés « licenciés-chômeurs » sont sans emploi depuis une bonne dizaine d'années.

Les handicapés « licenciés-chômeurs » ont dans un

premier temps essayé d'alerter les autorités marocaines sur leur situation, services publics de l'emploi, ministère des Droits de l'homme, etc. Il y a environ un an, ils ont même décroché un rendez-vous avec le secrétaire d'Etat chargé des Handicapés. Mais cet entretien n'a débouché que sur de vagues promesses.

Pour faire aboutir leurs revendications, les 50 handicapés ont donc organisé des sit-in, des marches et des rassemblements devant le Parlement, les ministères des Droits de l'homme, de l'Intérieur, des Droits de la femme et des Handicapés, etc. Quelques promesses vagues leur ont été faites, mais surtout leurs actions ont été violemment réprimées par la police. Lors d'une manifestation en mai et d'une autre en septembre derniers, plusieurs handicapés ont été matraqués et emmenés en ambulance pendant que d'autres étaient interpellés. Mais la police marocaine, à d'autres moments, a opté pour l'internement des manifestants dans un hôpital psychiatrique.

Un an de lutte n'a pas entamé la détermination des handicapés « licenciés-chômeurs », bien au contraire. Si, dans les plus brefs délais, le gouvernement ne satisfait pas leur revendication, ils entameront une grève de la faim collective et illimitée, considérant qu'ils n'ont plus rien à perdre.

Il est frappant de constater que la presse marocaine et la presse internationale feignent d'ignorer ce mouvement. Pour la presse marocaine, il s'agit d'une auto-censure imposée par les patrons de presse qui sont tous à la solde du pouvoir. Les seuls périodiques qui osaient exprimer des positions différentes et publier des informations libres ont été interdits par le Premier ministre socialiste marocain.

Quant à la presse française,

elle est béate d'admiration devant le nouveau roi qui, paraît-il, est en train d'introduire la démocratie au Maroc, alors que le roi Mohammed VI, tout en prétendant démocratiser les institutions marocaines, fait interdire des journaux, réprime les manifestations paci-

fiques des personnes handicapées, cède aux intégristes musulmans quant aux revendications légitimes des femmes et n'abolit aucun des privilèges accordés par son père à la bourgeoisie marocaine et aux multinationales.

Un correspondant

**LUTTE DE CLASSE**

N° 56 janvier 2001

- Sécurité alimentaire et insécurité capitaliste.
- Italie, Allemagne, France : les Verts au gouvernement. La vraie nature des écologistes.
- États-Unis : les élections ont enlevé sa feuille de vigne à la démocratie.
- Côte-d'Ivoire : Une « deuxième République » née dans la tricherie électorale et la violence ethniste.
- Sierra Leone : Les diamants, enjeu d'une guerre civile sanglante et de l'intervention impérialiste.
- Tribune de la minorité  
Entre guerre et paix : de nouvelles menaces pour le peuple palestinien.



Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres

Italie

# LES TRAVAILLEURS DE FIAT DISENT NON À LA PRÉCARITÉ

Il y avait longtemps que l'on n'avait pas vu une telle réaction à l'usine de Mirafiori, ce quartier de Turin où se trouve la plus grosse usine du groupe automobile italien avec environ 25 000 ouvriers. Vendredi 1<sup>er</sup> février, 150 jeunes travailleurs du secteur de Carrosserie, dont le contrat à durée déterminée arrivait à son terme, s'attendaient à se voir confirmer leur embauche définitive. En fait une lettre de la direction leur annonçait qu'il n'y avait plus lieu pour eux de se présenter à l'usine à partir du lundi suivant. C'était un licenciement de fait car, jusqu'à présent, tous les jeunes arrivant au terme des deux contrats de six mois avaient été finalement embauchés. Alors, lorsque la nouvelle fut connue au cours de l'équipe du matin, c'est tout le secteur de Carrosserie qui débraya massivement.

## Une réaction inattendue

L'indignation était générale parmi les travailleurs, pour qui ces jeunes faisaient depuis longtemps partie des leurs et qui les voyaient maintenant pleurer, ou bien exprimer leur dépit et leur rage au milieu de l'atelier. La grève partie du secteur de Tôlerie s'étendit rapidement en Peinture, puis à l'ensemble de l'atelier. Au changement d'équipe, les travailleurs de l'équipe d'après-midi, apprenant ce qui s'était passé, se mirent en grève à leur tour, tandis que la nouvelle du débrayage commençait à se répandre dans le reste de l'usine. Dans l'après-midi, c'était cette fois le secteur de Mécanique, assez distant de la Carrosserie et séparé du reste de l'usine par une large avenue, qui débrayait à son tour.

Lundi 5 février et les jours suivants, les jeunes licenciés sont revenus aux portes de la Carrosserie, et des débrayages ont continué, même s'ils ont été en diminuant. Les dirigeants syndicaux, après avoir rattrapé le mouvement en appelant à deux heures de grève le lundi, n'ont plus appelé à rien, évoquant des rencontres lointaines avec les autorités locales pour demander leur intervention... Mais il reste que la réaction solidaire des jeunes et des tra-

vailleurs « fixes » de Fiat a marqué, alors que depuis des années les patrons ont pu porter des attaques incessantes contre les travailleurs, avec l'appui direct du gouvernement et la collaboration des dirigeants syndicaux, en évitant pratiquement toute réaction ouvrière.

La Fiat elle-même, trop habituée depuis longtemps à imposer ce qu'elle veut aux travailleurs, ne s'attendait sans doute pas à une telle réaction. Alors que le marché automobile et les ventes de Fiat se portent bien, elle voulait sans doute signifier par ce geste, aux jeunes et à l'ensemble des travailleurs, qu'ils ne devaient pas pour autant se sentir assurés de leur poste de travail.

Depuis plusieurs années, les dirigeants de Fiat cherchent à imposer dans leurs usines la précarité du travail et la flexibilité généralisée des horaires. Dans ses nouvelles usines construites dans le Sud avec les subventions gouvernementales, Fiat a instauré la flexibilité totale, les usines tournant presque 24 heures sur 24. La direction du groupe mène aussi l'offensive dans ce sens dans les usines du Nord, faisant planer la menace de les fermer si leurs travailleurs n'acceptent pas ce qu'elle présente comme une adaptation nécessaire.

Par ailleurs, pour ce qui est de la précarité, le recours au travail intérimaire s'est généralisé en quelques années lorsque les décrets gouvernementaux l'ont rendu possible, en même temps que les contrats à durée déterminée ou la généralisation de la sous-traitance à l'intérieur même des établissements.

## Les manigances de la direction de Fiat

Enfin, Fiat comme d'autres entreprises a maintenant recours à l'externalisation, des secteurs entiers de l'entreprise devenant juridiquement des entreprises autonomes dont les travailleurs n'ont plus le même statut. Ainsi les caristes et les magasiniers des usines de la région turinoise, Mirafiori et Rivalta, sont devenus subitement employés de la TNT, une entreprise fantôme qui

relevait désormais non plus de la convention collective de la métallurgie mais de celle... du commerce et des transports, moins favorable ! Et puis dernièrement, en décembre 2000, ce sont les travailleurs du secteur Mécanique de Mirafiori qui ont appris qu'ils n'étaient plus salariés de Fiat mais d'une autre entreprise fantôme, la « Powertrain », apparemment fondée spécialement pour leur donner un statut différent de celui des ouvriers de l'atelier d'à-côté.

Enfin, Fiat recourt systématiquement à la « Cassa integrazione », une mise en chômage partiel indemnisée en partie par l'Etat. Depuis des mois, les travailleurs de la Mécanique à Mirafiori sont ainsi alternativement en « Cassa integrazione » pour quinze jours, et au travail

pour quinze autres jours. Mais on voit aussi la direction mettre en « Cassa integrazione » certains secteurs de Rivalta d'une façon tout à fait arbitraire, mettant au chômage partiel certains travailleurs et pas les autres, sans qu'il y ait à ces décisions une quelconque logique du point de vue de la production.

Précarité croissante, flexibilité, ambiance de surveillance et de délation, tout cela les travailleurs de Fiat le ressentent bien sûr comme une dégradation de leurs conditions de vie et de travail et comme une menace permanente de la direction de Fiat. Et en effet celle-ci veut sans doute avant tout menacer, faire peur, montrer aux travailleurs qu'elle peut tout se permettre. Malgré la disponibilité des syndicats, elle repousse la signature

de l'accord d'entreprise, sans doute au bout du compte pour imposer à ceux-ci encore d'autres concessions sous la menace de fermer des secteurs entiers, de transférer des productions à l'étranger ou de faire faire par exemple ses moteurs ailleurs, par exemple dans des usines du trust General Motors, avec lequel le groupe Fiat est maintenant lié par un accord ; même s'il y a sans doute dans ces menaces une grande partie de bluff.

C'est cependant compter sans la réaction des travailleurs. La grève de ceux de Mirafiori, vendredi 1<sup>er</sup> février, est peut-être l'indice qu'ils ne sont plus prêts à supporter toutes ces sombres manigances de la direction du groupe.

A.F.



Des travailleurs de Fiat Mirafiori, lors d'une précédente manifestation à Turin

## ÉTAT-UNIS

# MIEUX VAUT ÊTRE RICH

Un des derniers actes de Bill Clinton en qualité de président des Etats-Unis a été, le 20 janvier, de gracier Marc Rich. Ce milliardaire au nom prédestiné était recherché par la justice américaine pour avoir escroqué le fisc de quelque cinquante millions de dollars. Ce pour quoi le FBI, dans les années 1980, avait mis sur sa tête une prime de 750 000 dollars.

On lui reproche aussi d'avoir vendu et acheté du

pétrole à des Etats sous embargo, comme l'Iran et l'Afrique du Sud, et d'avoir méprisé lois et règlements dans ses trafics de matières premières. Car son rayon c'est les matières premières, pétrole surtout, mais aussi aluminium, mercure, etc. On le soupçonne même d'avoir espionné, au profit des services secrets israéliens il est vrai.

Mais comme Marc Rich est prudent, cela fait dix-huit ans qu'il a fui les Etats-Unis pour la Suisse.

Et comme il est riche, riche de milliards de dollars, il a pu s'acheter la grâce présidentielle, en arrosant généreusement le Parti Démocrate et en se payant, pour 300 000 dollars, un avocat proche de Clinton pour décrocher l'amnistie.

Le Parti Républicain est certes aux ordres du grand capital. Et les Démocrates sont taillés dans la même étoffe.

V.G.

Belgique

# LES PATRONS EN VEULENT ENCORE PLUS

Les travailleurs belges sont actuellement confrontés à des suppressions d'emplois massives dans le cadre des privatisations des services publics.

La Sabena a subitement annoncé être au bord de la faillite et le groupe SAir, qui en détient déjà 49,5 %, a menacé de se retirer et de renoncer à porter sa participation à 85 % l'année prochaine comme c'était prévu. Pourtant le nombre de passagers a doublé entre 1995 et 2000 et la compagnie s'est offert grâce à l'État 34 nouveaux Airbus pour 8,3 milliards de francs. Cela n'a pas empêché l'État belge de promettre 650 millions de francs supplémentaires « d'aides » aux actionnaires.

Certains commentateurs évoquent un « mauvais management », ou des problèmes de digestion des entreprises achetées par SAir Group. Mais ce chantage sur le personnel semble plus être le moyen choisi par les actionnaires de réduire encore les frais de personnel de la Sabena et d'obtenir des cadeaux de l'État belge consentant. Car les actionnaires maintiennent leur pression, exigent 700 à 800 nouveaux licenciements, et de nouvelles réductions de salaires... et menacent de ne pas payer les salaires fin février.

Dans les autres entreprises d'État et services publics, les travailleurs font aussi les frais des privatisations à venir.

Dans le cadre de la restructuration qui doit préparer la privatisation de la Poste, 9 000 à 13 000 suppressions d'emplois sont prévues, pendant que l'État finance la plus grosse partie de la modernisation des centres de tri et de l'informatisation complète de la Poste.

A la SNCB, la société nationale des chemins de fer, on ne parle pas (encore) de licenciements, mais il y a un tel frein à l'embauche que les conducteurs ont accumulé plus de 100 000 heures supplémentaires. Et ils se deman-

dent bien quand ils pourront les récupérer... Pendant ce temps, des grands travaux de TGV et de nouvelles lignes pour le transport de marchandises ont été mis en chantier aux frais de l'État et la société est divisée en « business units » pour la privatiser morceau par morceau.

Belgacom se prépare à la deuxième moitié de sa privatisation... avec une deuxième vague de licenciements. Plus de 6 000 emplois ont déjà été supprimés. Aujourd'hui, 4 000 autres pourraient suivre. Des travailleurs de plus de 50 ans, ayant encore des statuts stables des services publics, peuvent partir. Mais si des jeunes sont embauchés pour les remplacer, ils le seront avec des contrats bien plus précaires.

Enfin, Electrabel est une société privée ; elle a été achetée pour moitié par la Lyonnaise des Eaux française. Mais les centrales nucléaires qui fournissent l'électricité vendue par Electrabel ont été largement financées par l'État. L'entreprise annonce se préparer à la prochaine libéralisation du marché de l'électricité en supprimant entre 1 800 et 2 500 postes.

Une riposte de l'ensemble des travailleurs des entreprises d'État, des services publics et des groupes privés est nécessaire pour stopper les suppressions d'emplois et les licenciements massifs annoncés, ainsi que le pillage des caisses d'État par les actionnaires privés.

Le personnel de la SNCB participe en nombre aux fréquentes actions – sans lendemain – lancées par les syndicats. Les employés de la Poste ont fait deux jours de grève très bien suivie en septembre, mais les syndicats se sont arrêtés là. Le personnel de la Sabena a participé à plusieurs mouvements, et les pilotes viennent de faire une journée de grève surprise. Mais les syndicats se gardent bien de coordonner tous ces mouvements, qui ont pourtant les mêmes causes et les mêmes objectifs.

Moulinex

# ON FERME!

Comme pour les plans de restructuration chez LU du groupe Danone, c'est par voie de presse que les salariés de Moulinex ont appris vendredi 9 février que la direction envisagerait de supprimer 10% des effectifs, soit 2 200 emplois.

Au cours d'une réunion avec l'encadrement, le PDG Patrick Puy aurait évoqué ce plan en affirmant qu'il était, d'après le journal économique *La Tribune* qui a révélé l'affaire, « hors de question de demander de l'argent aux actionnaires ». Il y avait déjà eu l'annonce d'un plan de fermetures de sites et de suppressions d'emplois il y a un an, mais à la suite de la fusion de Moulinex avec Brandt, d'après les dirigeants la menace semblait s'effacer. Manifestement pas pour longtemps, car ce sont aujourd'hui les sites de Lesquin dans le Nord (700 salariés et 400 intérimaires) et Cormelles-le-Royal dans le Calvados (1 100 travailleurs) qui seraient les premiers visés par des fermetures pures et simples, ainsi que 400 emplois menacés au siège administratif de La Défense.

La direction évoque un déficit pour envisager de transférer en Pologne la production des congélateurs et réfrigérateurs de Lesquin, dans une usine récemment rachetée là-bas par Brandt (Polstar). Quant à

la fabrication des micro-ondes de Cormelles-le-Royal, elle serait transférée dans une usine chinoise pour le bas de gamme, dans des usines Brandt en Vendée pour le haut de gamme et à Vendôme pour les fours et mini-fours. Ces délocalisations s'accompagnant bien sûr d'un sérieux dégraissage des effectifs.

Ce n'est pas la première opération de ce genre chez Moulinex, qui a perdu en dix ans 3 700 emplois. Le plan social le plus mémorable était celui de 1996-1997, où l'État avait injecté un milliard de francs d'aides, avec notamment la mise en place d'une réduction du temps de travail dans le cadre de la loi Robien (avec réduction des salaires), le transfert des salariés entre usines, des mises en préretraites à 56 ans et malgré tout la fermeture de deux sites importants à Mammers dans la Sarthe et à Argentan dans l'Orne... et l'aide de l'État, comme à chaque fois.

Les actionnaires de Moulinex ont largement profité des restructurations successives et fin octobre 2000, avant la fusion avec Brandt, Moulinex affichait une hausse de 7,6% de son chiffre d'affaires sur l'année (ce qui a fait monter l'action en Bourse). Le nouveau groupe Brandt-Moulinex, troisième groupe

européen d'électroménager, annonce actuellement 17 milliards de chiffres d'affaires dans cette branche.

Le plan de restructuration dévoilé dans *La Tribune* et non démenti par la direction, qui annoncera officiellement son plan le 25 avril, ressemble donc plus à une réorganisation de la production dans le cadre de la fusion, pour faire plus de profits encore, que le fruit de réelles difficultés. Le seul moyen d'en avoir le cœur net sur la situation financière effective du groupe serait que les travailleurs et leurs représentants aient accès librement à l'ensemble des comptes du groupe Brandt-Moulinex, y compris à ce que sont devenus les profits accumulés par le passé, quand la direction et les actionnaires se sont largement sucrés grâce à l'exploitation des travailleurs de Moulinex et aux aides répétées de l'État.

Car il n'y a aucune raison pour que les travailleurs de Moulinex soient sacrifiés par cette politique de restructuration et de délocalisation, et que derrière eux soit aussi touchée la population des régions visées par ces fermetures d'usines, déjà durement touchées par le chômage.

Claire LACOMBE



A l'usine de Cormelles

## ÉCHOS DES ENTREPRISES

Extraits des bulletins d'entreprise LUTTE OUVRIÈRE

### UN MÉFAIT DU MANQUE D'EFFECTIFS

Sur les autobus 115 et 96, faute d'effectifs, les formations, entre autres à l'utilisation du matériel pour les handicapés, ont été suspendues.

Et la direction a pris la décision de mettre provisoirement hors service le matériel.

A nous de nous débrouiller avec les usagers handicapés qui voient arriver un bus équipé, mais qu'ils ne peuvent pas utiliser!

### FAIT À MOITIÉ

Sur la ligne 38, cela fait un mois environ que nous avons

de nouveaux bus à rampe, pour permettre aux personnes handicapées de monter dans le bus avec un fauteuil roulant.

C'est bien de rendre accessibles aux handicapés quelques lignes de bus, mais il faudrait le faire vraiment.

Or, au terminus Gare du Nord et à d'autres arrêts de la ligne, il est impossible à une personne en fauteuil roulant de monter sur la palette, car il y a des barrières ou simplement un stationnement quasi permanent sur l'arrêt empêchant le bus d'approcher la porte centrale du trottoir.

Il faudrait en fait un aménagement de tous les arrêts. Mais il manque une réelle

volonté de la part des politiques et des pouvoirs publics.

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* RATP Réseau routier

### TOMBÉE À L'ARRIVÉE

La nouvelle infirmière n'a pas eu le temps de s'occuper de notre santé qu'elle est tombée et s'est accidentée, à cause des trottoirs défoncés de l'usine.

Pas terrible, comme cadeau de bienvenue!

Espérons que la faïencerie va se racheter et faire un trottoir tout neuf, pour elle et pour nous.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Faïencerie de Vitry-le-François

Weston - Limoges

## « LA CHAUSSURE, C'EST PAS LE PIED POUR TOUT LE MONDE »

C'est ce que proclame une pancarte accrochée devant l'entrée de l'usine en grève.

Weston, qui emploie 270 salariés, dont 220 à la production, fabrique des chaussures de luxe, et même de très grand luxe. Les paires les moins chères valent plus de 2000 F. Vedettes du « showbiz » et hommes politiques ont laissé l'empreinte de leurs pieds pour se faire faire

des chaussures sur mesure à plusieurs milliers de francs.

Mais chez Weston, « si les chaussures sont de luxe, les salaires sont de misère ». Beaucoup d'ouvrières et d'ouvriers ne touchent même pas le SMIC comme salaire de base, ou à peine plus, même avec 30 ans d'ancienneté.

Il y a quelques années, les travailleurs ont même subi plusieurs

mois de travail à mi-temps.

Dans cette usine qui n'a pas connu de grève depuis les années 1970, le ras-le-bol a éclaté mercredi 7 février par un débrayage de deux heures, suivi par l'immense majorité des travailleurs de la production. « Car depuis cinq ans, on en a avalé des vertes et des pas mûres », disent les grévistes.

Dès vendredi 9 février, la

grève est devenue totale, pour 10% d'augmentation du salaire horaire et un 13<sup>e</sup> mois que ne touchent actuellement que les cadres et les administratifs.

Un piquet de grève s'est installé devant les portes de l'usine pour empêcher le départ de chaussures vers le magasin de luxe des Champs-Élysées.

La direction comptait sur le week-end, espérant voir recu-

ler la grève le lundi matin. Mais les grévistes se sont relayés le samedi et le dimanche devant l'usine. Et lundi 12 février, ils étaient encore plus déterminés, et se sont retrouvés au moins à 150 au piquet, fiers d'être en grève, de tenir tête au patron, et de montrer qu'on ne peut pas les traiter impunément comme des moins que rien.

La Poste - Paris 10

■ Depuis le 29 janvier, à la poste centrale de Paris 10, nous étions en grève pour des embauches et la création de « quartiers ». La distribution du courrier sur un arrondissement est en effet découpée en secteurs ainsi nommés et les grévistes, avec la sympathie affichée des non-grévistes, réclamaient la création de trois nouveaux quartiers afin d'alléger les plus chargés.



Photo LO

Mardi 6 février, la direction proposait des effectifs supplémentaires, mais sans parler de création de quartiers. L'ensemble des grévistes, c'est-à-dire 120 personnes représentant 50% du personnel de la distribution, rejetaient ces propositions, comprenant qu'il allait falloir se faire entendre plus fort. Ils ont alors poussé dans ce sens les responsables syndicaux qui ne semblaient pas tous convaincus que c'était possible.

C'est pourquoi jeudi 8, plusieurs d'entre nous sont intervenus à la prise de parole pour convaincre les autres facteurs de nous rejoindre et de ne plus laisser sortir une seule lettre du bureau. Le centre était alors bloqué... mais la direction pouvait toujours envoyer ses huissiers. Ils auraient simplement constaté que la grève venait de se généraliser à l'ensemble du personnel!

Jusqu'à la fin de la semaine, nous avons maintenu cette pression, qui était le reflet de notre détermination. Détermination que reflétaient toujours same-

di 10 des jeunes camarades invités à Radio Libertaire, dans une interview qui contribuait à relever encore notre moral à tous. Détermination reflétée par l'appel des syndicats aux postiers des autres bureaux parisiens à se rassembler lundi 12 devant notre centre. Il faut dire qu'un certain nombre d'entre nous leur en avaient fait la demande et que bon nombre de bureaux des autres arrondissements regardaient vers Paris 10.

La direction tombe sur un bec

Lundi 12, la direction demandait l'organisation d'un vote sur sa proposition d'augmenter le nombre d'effectifs, mais en refusant toujours de parler de création de quartiers (mais nous étions conscients que des effectifs supplémentaires peuvent disparaître au gré des mutations, alors que les quartiers supplémentaires que nous demandions sont des posi-

tions de travail définitives). Elle tentait ainsi d'isoler les grévistes du reste du personnel. Depuis le jeudi en effet régnait un flou artistique quant au nombre de grévistes, personne ne se déclarant gréviste sur la feuille de présence, mais personne ne travaillant non plus. Quelques-uns ont hésité à accepter un vote de l'ensemble du personnel sur cette proposition, car il s'agissait aussi de faire voter ceux qui ne s'étaient jamais encore déclarés grévistes. Mais jeudi et vendredi, au travers des discussions qu'ils avaient menées tout en bloquant le bureau, les grévistes avaient remporté l'adhésion quasi totale des non-grévistes.

Le vote s'est donc retourné contre la direction, puisque 166 sur 199 présents se prononcèrent contre son projet. Deux heures plus tard elle annonçait que les trois quartiers seraient finalement créés.

Le reste des négociations, auxquelles participèrent syndiqués et non-syndiqués, nous a permis d'obtenir le paiement d'une grande partie des 17 jours de grève (il y avait déjà eu deux jours sur le sujet en janvier). La direction, sentant bien que notre pression était toujours là, n'en retiendra que quatre sur nos salaires, à raison de deux par mois.

L'ensemble du personnel a le sentiment d'avoir gagné et d'avoir démontré qu'il est possible de faire reculer La Poste

sur sa politique de réduction d'effectifs. Les postiers qui ont rejoint le mouvement au cours de la semaine ont été convaincus eux aussi. Ils ont félicité les grévistes d'avoir su tenir jusqu'au bout.

De plus, tous les facteurs ont pu vérifier, en retrouvant les usagers mardi 13 février, que ceux-ci étaient de leur côté et les félicitaient de leur victoire. La presse avait pourtant cherché encore une fois à démontrer le contraire.

Tout le monde reste cependant vigilant, car d'autres mutations interviendront, et le problème des effectifs se reposera. Nous savons qu'il faudra nous battre à nouveau. Et cette fois-ci avec les postiers des autres bureaux.

La Poste - Vénissieux (Rhône)

## LES FACTEURS ONT FAIT RECULER LA DIRECTION

Les facteurs de Vénissieux s'étaient mis en grève le 30 janvier contre le projet d'application des 35 heures, en même temps que les facteurs de la Grande Poste de Lyon (voir LO n° 1700). Mais, alors que ces derniers ont repris le travail le 5 février, après avoir fait en partie céder la direction, ceux de Vénissieux ont dû faire huit jours de grève pour que la direction accepte d'écouter leur revendications.

Les facteurs, qui ont actuellement un samedi de repos sur deux, en auront finalement un sur trois, au lieu de un sur six que voulait imposer la direction. Ils obtiennent aussi des embauches en CDI à temps plein, la création d'une nouvelle tournée (alors que la direction voulait en supprimer quatre), une moyenne de 36,12 h de travail hebdomadaire, neuf jours annuels de récupération sur le temps

de travail, et l'application de ce nouvel accord reportée au 1<sup>er</sup> octobre.

Le travail a donc repris le jeudi 8 février, après huit jours pendant lesquels il n'y a eu pratiquement aucun courrier distribué. Et malgré la gêne occasionnée, les usagers ont manifesté leur soutien en signant, nombreux, la pétition des facteurs devant la poste et sur le marché.

Ligne C du RER  
(Région parisienne)

Depuis environ quatre mois, les retards importants sont le lot quotidien des usagers de la ligne C du RER et, dans une moindre mesure, de la ligne D.

Ce n'est pas vraiment nouveau mais cela s'est aggravé. En guise d'explication, Guillaume Pepy, « directeur général clientèle » de la SNCF, a invoqué le manque de matériel et le fait que celui-ci est immobilisé trop longtemps pour les réparations. Il semble oublier que, pour entretenir convenablement le matériel, il est indispensable qu'il y ait les effectifs nécessaires, pouvant travailler dans des conditions normales sans avoir à courir dans tous les sens, et que le magasin de l'atelier des Ardoines sur la zone industrielle de Vitry-sur-Seine soit approvisionné en pièces.

Or depuis 1996, l'atelier de Vitry-sur-Seine est fermé et les grosses réparations ainsi que la grosse maintenance se font à Saint-Pierre-des-Corps, près de Tours, soit à 220 km du lieu de l'utilisation quotidienne des rames Banlieue, ce qui avec les délais de parcours pour acheminer les rames ne facilite pas leur disponibilité ni surtout les interventions rapides.

L'ABSURDITÉ N'EST PAS PÉNALISÉE

Pour essayer de faire face au problème, la direction bricole. Par exemple, depuis environ deux ans, elle a instauré à Brétigny-sur-Orge (dans l'Essonne) des équipes de nuit pour faire les petits travaux d'entretien afin de désengorger l'atelier des Ardoines. Sans rien résoudre.

La seconde raison invoquée des retards en cascade résiderait dans les pénalités que le Syndicat des Transports de l'Ile-de-France (STIF) impose à la SNCF pour tout train supprimé dans la partie intramuros de Paris. Cela a des effets surréalistes sur le trafic.

Lorsqu'à la suite d'une panne technique due au matériel, aux signaux, à la voie, ou même à un accident de personne, le trafic se trouve soit complètement interrompu, soit très ralenti, il devient impossible au régulateur de sup-

primer certains trains pour éviter que les trains ne s'entassent à la queue leu leu dans la partie intramuros entre Paris-Austerlitz et Champ-de-Mars, et pour rétablir le plus vite possible le service normal. En effet, sur cette partie de ligne, il n'y a que deux voies et, en service normal, il passe 24 trains à l'heure dans chaque sens sur la même voie. Si un seul tombe en panne, tous les autres sont arrêtés derrière et, comme la ligne C du RER est une boucle sans fin, la rotation de toute la ligne est d'abord stoppée, ensuite perturbée sur toutes les branches.

Auparavant, dès qu'un incident survenait, le régulateur supprimait dans un premier temps les trains « heures de pointe » et les prenait en gare de surface (Grandes Lignes) de Paris-Austerlitz. Ensuite, il les expédiait, avec ou sans voyageurs (selon les besoins et les possibilités), vers les points de garage qui sont initialement prévus par le roulement des rames Banlieue, afin que tout soit en place pour la pointe suivante. Cela est très important, car il faut également tenir compte des différents types de matériel circulant sur la ligne C : une partie de la ligne est en 1 500 volts continu et l'autre en 25 000 volts monophasé et toutes les rames ne sont pas compatibles avec ces deux tensions !

Aujourd'hui, pour rétablir la régularité en tenant compte de tous ces paramètres complexes, si un régulateur procède ainsi, des pénalités sont imposées par le STIF. Pour les éviter, la SNCF répercute aux cheminots des directives aussi impératives qu'aberrantes.

L'absurdité se manifeste également lorsque le « plan transport » entre STIF et SNCF n'est pas respecté. En clair, si la SNCF ajoute des trains. Par exemple, le 13 novembre 2000 à 6 h 58, il y a eu un accident de personne en gare d'Ablon. Les pompiers avec le SAMU ont dû intervenir pendant

1 h 30, interrompant la circulation dans le sens Banlieue vers Paris. Ablon se situe sur la ligne C entre Juvisy-sur-Orge et Choisy-le-Roi. A cette heure de pointe, les usagers venant d'Etampes, de Dourdan et de Brétigny-sur-Orge n'avaient aucun train pour se rendre à Paris. Mais comme, dans toutes ces gares, il y avait des rames Banlieue à disposition, plusieurs agents de conduite ont proposé au régulateur d'effectuer des navettes, d'Etampes, de Dourdan et de Brétigny jusqu'à Juvisy, afin que les gens puissent

travailler, il est nécessaire de connaître les différentes possibilités pour sortir cette rame du faisceau et ne pas gêner le reste des circulations. Ce travail revient à un organisme (OCB) qui suit les rames et qui se situe à Montparnasse avec le régulateur. C'est un poste très sensible où il faut bien connaître la complexité du terrain et avoir de la jugeote.

Auparavant, ce poste en 3x8 était tenu par des ex-agents de conduite Banlieue qui avaient des problèmes de santé ou familiaux

France, a déclaré que « la SNCF n'a pas su, n'a pas pu s'adapter à la demande », c'est-à-dire à l'augmentation du trafic. Mais il faudrait lui rappeler qu'il y a vingt ans, il y avait déjà 24 trains à l'heure dans chaque sens dans la partie intra-muros sur la ligne C du RER, que le trafic Grandes Lignes de la Gare d'Austerlitz était trois à quatre fois plus important (avant la mise en service du TGV à Montparnasse), que le trafic Fret était aussi plus important qu'aujourd'hui, et que tous ces différents



Une gare de la région parisienne.

rejoindre Paris en prenant la ligne D à Juvisy. Les quais étaient noirs de monde et la colère montait. Et bien, cela a été catégoriquement refusé ! Le comble est que la SNCF a tenté, sans succès, de mettre en service des navettes routières, alors que la N20 et la A6 étaient complètement saturées. Mais il n'y a pas de pénalités prévues dans ce cas...

PANNE D'EMBAUCHE

Pour des incidents moins graves, comme une panne sur rame (souvent du fait du manque d'en-

tre et qui souhaitaient avoir un rythme de vie plus proche de la normale. Ces cheminots connaissent parfaitement la ligne et savaient ce qu'il fallait faire. Depuis quelques mois, ce sont de jeunes embauchés, payés deux fois moins cher, qui n'ont reçu aucune formation et qui ne connaissent pas la ligne, qui doivent faire le travail. Malgré la meilleure bonne volonté, ils se retrouvent vite dépassés par les événements.

Récemment, Olivier Galiana, membre du cabinet du président du Conseil régional d'Ile-de-

types de trains s'interféraient de façon complexe sur une même portion de voie entre Austerlitz et Etampes, en respectant l'horaire prévu. Seulement, à l'époque, il y avait environ 240 000 cheminots alors qu'aujourd'hui, nous ne sommes plus que 178 000. Sur la zone Paris Sud-Ouest de la Gare d'Austerlitz, nous étions alors 8 096 cheminots. A l'heure actuelle, nous sommes 4 796. Il n'est pas difficile de comprendre la cause de la situation dont usagers et cheminots font aujourd'hui les frais.

Correspondant LO

Échos de la SNCF (extraits des bulletins d'entreprise Lutte Ouvrière)

SOCIÉTÉ INHUMAINE

Dimanche 20, dans l'après-midi, une alerte à la bombe a été déclenchée dans un train de banlieue, à cause d'un paquet suspect. Déchargé des voyageurs, ce train est arrivé à VIP pour être inspecté.

En fait de paquet, c'était un clochard endormi et son barda. Mais une alerte contre la misère, contre le nombre grandissant

de pauvres et de sans-logis, n'est pas près d'être lancée, elle.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF VIP - Triage Villeneuve-Saint-Georges

RENTABLE PEUT-ÊTRE, ABSURDE SÛREMENT

Dans la série « je fais n'im-

porte quoi pourvu que ça rapporte », La Poste et la SNCF se sont mises d'accord pour supprimer le transport du courrier par le train Paris-Besançon et pour le faire faire par camions.

En plus d'être stupides, nos dirigeants se moquent des conséquences d'une telle décision : pollution, risques d'accidents, des journées en continu pour les chauffeurs routiers, etc.

Que ne fait-on pas quand on est actionnaire chez Calberson ou Bourgey-Montreuil !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Châtillon

PIRE QU'EMPLOIS-JEUNES

A Saint-Denis, il y a une forme particulière d'emplois-jeunes : les « partenaires pour la ville » qui se partagent entre la SNCF, la RATP et la mairie. Ils sont embauchés en CDI

par une association, avec cinq ans au statut d'emplois-jeunes.

Ensuite ? Rien n'est prévu, puisque l'association ne sait pas elle-même si elle survivra après les cinq ans.

C'est quand même un comble d'avoir en même temps trois patrons et de n'avoir l'espoir de se faire embaucher par aucun d'entre eux !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Paris - Nord

LU Château-Thierry

# LA LUTTE CONTINUE

**A l'usine LU de Château-Thierry, les travailleurs n'acceptent pas la menace de fermeture projetée par Danone. Des initiatives se succèdent et rencontrent un large écho.**

C'est ainsi qu'après avoir distribué plusieurs milliers de tracts dans les entreprises de la région et les boîtes aux lettres des cités, appelant à une manifestation le mercredi 7 février à 17 h 30, nous nous sommes retrouvés, à la passerelle de l'usine. Tout de suite, il était manifeste que cette troisième manifestation serait plus importante. Des infirmières et infirmiers de l'hôpital, des cheminots, des travailleurs de la Comaci, de Novacel, de Greenfield, des enseignants et des gens venus seuls ou en famille étaient là pour nous apporter leur soutien.

C'est en scandant «*Non aux licenciements, retrait total du plan Riboud*» ou bien «*Interdiction des licenciements dans toutes les entreprises qui font des profits*» sans oublier le «*Levons-nous tous contre Danone*» que nous nous sommes dirigés vers la gare. Chaque jour environ 1 500 salariés vont travailler sur la région parisienne et nous voulions aller à leur rencontre quand ils rentrent le soir.

Notre manifestation a encore grossi et c'est à plus de 800 que nous avons fait un arrêt devant l'Unité 1 de l'usine. Cette unité a été fermée en 1991 suite au premier plan de licenciements de 256 d'entre nous. Une de nos camarades, décédée deux semaines auparavant à l'âge de 55 ans, y avait longuement travaillée. Cette camarade avait participé aux débrayages et manifestations et représentait pour l'ensemble des ouvrières l'ancienne de l'usine, celle qui avait travaillé presque 40 ans sur les chaînes en s'opposant aux volontés de la direction pour accroître toujours davantage les cadences. Un membre de sa famille a tenu à dire : «*A l'usine, depuis des années, les cadences sont devenues de plus en plus démentes. Nous le savons toutes et tous, chacun d'entre nous pour tenir le coup prend des médicaments. La fatigue s'accumule, chaque année il est de plus en plus difficile de tenir le rythme et le travail nous use avant l'âge.*»

Ensuite, nous nous sommes dirigés vers le centre-ville en direction de la mairie. Sur les trottoirs, nous étions applaudis et soutenus. Quand nous appelions à nous rejoindre, certains

rentraient dans notre cortège. Sur la place de l'Hôtel-de-Ville, le maire socialiste de Château-Thierry avait fait installer des haut-parleurs. Un camarade de l'usine, bien que cela ne fût pas prévu par le maire, prit alors la parole pour dénoncer le plan de Danone.

«*Si l'usine ferme, a-t-il dit, ce ne seront pas seulement 322 familles mais toute la ville, toute la région qui vont en subir les conséquences. Au moment où le gouvernement dit qu'il y a de la reprise, que le chômage baisse, les plans comme ceux de Danone montrent que ce sont des mensonges et du baratin. Et si on baisse les bras, à Château-Thierry, on connaîtra plus de chômage, plus de précarité, plus de bas salaires... Et je tiens à dire qu'il faut que tout le monde sache bien, et le gouvernement en premier, que nous ne laisserons pas faire ce mauvais coup et que, s'il était moindrement au service des classes populaires, il interdirait ces licenciements.*»

Quant au maire, il s'est déclaré lui aussi résolument contre ces licenciements et s'est dit partisan d'un projet de loi pour les interdire. Pour finir, il n'a pas hésité à dire aux manifestants un pathétique «*la mairie est à vous*». Ici ou là des quolibets ont fusé : «*celui-là, il veut se faire réélire*» ou bien «*en 1991, il n'a rien fait, il n'en fera pas plus ce coup-ci*».

Pour finir, nous nous sommes retrouvés devant la sous-préfecture. Le sous-préfet a tenu un discours très rassurant et nous a assurés qu'il ferait tout pour faire remonter au préfet notre refus du plan de Danone. De même, parmi les manifestants on pouvait entendre : «*ça ou rien, c'est la même chose*». Pour lutter contre Riboud et les

actionnaires, nous ne pourrions compter que sur notre force collective et cette manifestation a montré que nous étions capables d'entraîner dans la rue plusieurs centaines de travailleurs. A la fin de cette manifestation, un appel à un rassemblement sur la place de la poste a été lancé pour le vendredi 9 février à 17 h 30.

avec la clientèle très nombreuse qui, à de nombreuses reprises, nous a fait part de sa solidarité. Parfois, on nous présentait le caddie en nous faisant remarquer que pas un produit Danone n'avait été acheté. Et très vite on pouvait nous entendre crier : «*Acheter Danone, c'est acheter au licen-*

*cieur Riboud*». La télévision régionale a été présente et a bien couvert notre action chez Carrefour.

Chez LU, la riposte au plan Danone continue et Riboud peut compter sur nous pour soigner son image de marque. A suivre donc

Correspondant LO



À l'usine de Danone à Château-Thierry menacée de fermeture.

A ce rassemblement, nous étions une centaine dont une cinquantaine de chez LU qui se sont déplacés de chez eux, puisque ce vendredi n'était pas travaillé. Nous avons décidé d'aller à Carrefour nous adresser aux consommateurs. Notre arrivée avec banderoles, tambours, sifflets et notre slogan «*Danone, la marque de la honte, levons-nous tous contre Danone*» a fait de l'effet. Les employés ont été contents de nous voir, certains nous prenaient en photo. Pendant près de deux heures nous avons pu distribuer un tract, discuter

**Forges d'Anor**  
(Région de Fourmies - Nord)

## EN GRÈVE

Les aciéries et forges d'Anor, dans la région de Fourmies, qui fabriquent des lames pour la papeterie, l'imprimerie et la métallurgie, viennent de connaître neuf jours de grève.

Les ateliers de fonderie, forge et mécanique emploient 88 ouvriers. Il y a en plus, en permanence, de 10 à 15 travailleurs intérimaires. Une partie ne fait que passer, que la direction met sur les postes les plus durs et les plus dangereux (ébarbage, fonderie). L'autre partie est là depuis longtemps... mais le patron refuse de l'embaucher.

C'est ce qu'on appelle une «entreprise familiale». Le directeur et propriétaire actuel est le petit-fils du fondateur. Il habite le château de son grand-père, situé en face de l'usine et, à l'entendre, il ne garde-rait l'usine ouverte que pour rendre service aux ouvriers. Il se sert tout de même un salaire de directeur en plus des bénéfices de l'entreprise. L'autre partie de la soi-disant famille gagne beaucoup moins bien sa vie : un P1, avec sept ans d'ancienneté, toutes primes comprises, touche 5 660 F net. Un P3 avec 24 ans d'ancienneté, travaillant à la journée, touche 7 800 F net. Comme partout la charge de travail a augmenté ces dernières années : un tra-

vailleur qui avait une machine doit maintenant en faire fonctionner trois.

Un beau jour, un mardi, le patron a convoqué les deux délégués syndicaux pour leur dire qu'il fallait discuter des 35 heures et que c'était urgent. Tellement urgent que le lendemain il annonçait les nouveaux horaires. Tout était fait naturellement pour rouler les ouvriers. Ceux-ci se sont immédiatement mis en grève, quasi unanimement, pour exiger un vendredi (ou à la rigueur un lundi) de repos toutes les deux semaines pour faire l'horaire des 35 heures, payée 38,50 (horaire légal de la métallurgie dans la région de Maubeuge). Les ouvriers grévistes revendiquaient également 10 % d'augmentation de salaire pour tous.

Ils ont occupé l'usine pendant la journée, tenu le piquet devant la grille, et arrêté les voitures au carrefour devant l'usine pour informer la population.

Au bout de neuf jours de grève, ils ont réussi à limiter la casse sur les 35 heures et à obtenir une petite augmentation pour les plus mal payés. Il y a aussi des promesses quant à la prime d'intéressement... mais c'est le patron qui la calculera. Les ouvriers ont repris le travail avec le sentiment de s'être fait respecter.

## Pour les actionnaires de Danone : du gâteau en or !

Quelques semaines après la divulgation d'un plan secret de fermeture de nombreuses entreprises de sa branche biscuits, Danone annonce 5,2 milliards de bénéfices. Pour 2001, les actionnaires et dirigeants de Danone espèrent un profit encore meilleur.

La réduction de personnel prévue vise justement à

la hausse de la rentabilité, déjà pourtant très juteuse, de la branche biscuits du trust, pour la mettre au niveau des autres branches.

Réduire la masse salariale et faire produire aux travailleurs restants une production accrue, telle est la recette du gâteau patronal.

M.R.

**GIAT Industries**  
Saint-Chamond (Loire)

## NON AU CHÔMAGE PARTIEL!

**Les travailleurs de GIAT Industries, à Saint-Chamond (Loire), refusent les mesures de chômage partiel que la direction de l'entreprise publique d'armement terrestre veut leur imposer.**

**La direction justifie ces mesures par l'interruption, du fait des Emirats Arabes Unis, de la livraison de chars Leclerc à ce pays.**

Un différend sur une clause du contrat signé en 1993 serait intervenu entre l'entreprise et son client. Il resterait une centaine de chars à livrer sur une commande de 436, pour un montant total de près de 24 milliards de francs.

Fin janvier, dès l'annonce de jours de chômage partiel à venir, qui auraient été à prendre sur les congés ou les jours de RTT, les travailleurs répondaient en nombre à l'appel à débrayer des trois syndicats CGT, CFDT et FO. Plus de 400 travailleurs sur les 800 que compte l'entreprise se rassemblaient le mardi 30 et mercredi 31 et, ce jour-là, ils montaient dire à la direction ce qu'ils pensaient de ses mauvais coups annoncés.

La semaine suivante, les annonces de la direction étaient plus précises. Pour tous les services liés à la fabrication du char Leclerc, elle entendait imposer sept jours non travaillés en février (du lundi 12 au vendredi 16, puis

les 19 et 23), tous les vendredis de mars et deux jours de formation, et enfin deux vendredis en avril. Suite aux dispositions sur l'application des 35 heures, les travailleurs devaient prendre ces jours sur leurs congés ou leurs jours de repos.

Ces mesures ne passent absolument pas. Les travailleurs ne veulent pas qu'on leur impose de prendre sur leurs jours de congés ou de repos. Plus globalement, ils ont de moins en moins confiance dans les capacités de la direction à leur assurer un emploi stable. Depuis plusieurs années, divers plans sociaux ont fait diminuer de 10000 les effectifs globaux de l'entreprise. Une bonne partie de l'effectif de Saint-Chamond est constituée de salariés mutés contre leur avis depuis Saint-Etienne, et ils ont l'impression d'être des pions. Ajoutons que les ateliers non liés au Leclerc devant continuer à travailler - ils ont même été pressés, ces dernières semaines, de finir certaines commandes - cette division ne plait à personne.

Tout cela explique sans doute le nombre inhabituellement élevé de travailleurs ayant participé aux débrayages. Le mercredi 7 février, ils se retrouvaient autant

que la semaine précédente pour monter à la direction, et, le jeudi 8, ils étaient encore près de 400 à débrayer et à envahir la réunion du CE. Là, la direction locale devait répondre pendant plus de deux heures aux critiques et réflexions hostiles des travailleurs.

Lundi 12 février, premier jour de chômage partiel de la semaine, un bon nombre de travailleurs concernés par cette mesure ne sont pas venus à l'usine. Mais près d'une centaine se sont quand même rassemblés à l'entrée d'un atelier pour bien signifier à la direction leur refus catégorique d'accepter ce chômage partiel. Une nouvelle fois, ils sont montés à la direction.

Enfin, celle-ci a concédé le paiement des jours travaillés pour ceux qui viendraient à l'usine. Tous les présents ont considéré ce geste comme une petite victoire.

Dès le lendemain, quasiment tous les travailleurs des secteurs travaillant pour le Leclerc, au courant du recul de la direction, étaient présents à l'usine. Cette annulation de fait du chômage partiel allait être officialisée le soir même pour tout GIAT Industries. Une nouvelle preuve que des travailleurs déterminés peuvent faire reculer, au moins sur une de leurs revendications, une direction qui se moque de leurs intérêts.

Correspondant LO



Des chars Leclerc qui sacrifient les emplois et les milliards.

## Immigration

# LES NÉGRIERS DU 3<sup>ème</sup> MILLÉNAIRE

**Prétextant des pénuries de main-d'œuvre, qui se limitent en fait à certaines branches, et qui sont en fait localisées et même dramatisées volontairement, des dirigeants d'organismes patronaux plaident pour un assouplissement des mesures de contrôle de l'immigration.**

Emboîtant le pas à un responsable de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, la Chambre de Commerce de Paris demande que face aux difficultés de recrutement dans les secteurs non seulement du BTP et de la restauration, mais aussi dans celui des nouvelles technologies, des assurances, voire des banques, de l'agro-alimentaire, des industries métallurgiques, du transport et de la manutention, l'on adopte une approche plus flexible de l'ouverture des frontières aux immigrés, des changements légaux qui don-

neraient la possibilité pour les étudiants étrangers de travailler en France pendant leurs études.

Cette démarche est basement intéressée, comme le soulignent ces termes employés par un des dirigeants patronaux, déclarant qu'il fallait « renouveler le stock de main-d'œuvre étrangère », autrement dit remplacer les immigrés vieillissant par de nouveaux, plus jeunes et en meilleure forme.

Le MEDEF, quant à lui, considère que ce débat ne serait « pas pertinent », arguant avec le même mépris pour les travailleurs que, avant tout changement en ce qui concerne l'immigration, il serait nécessaire « de remettre au travail la partie de la population qui, en France, ne souhaite pas travailler ». Comme si les chômeurs étaient des fainéants, et comme si le MEDEF et les entreprises qu'il représente, n'étaient pas les premiers responsables de ces plus de deux millions de travailleurs qui sont privés de travail et d'un revenu décent!

Pour ajouter à cette discussion, l'inspirateur des lois Chevènement, Patrick Weil, s'en est mêlé, proposant de différencier travailleurs qualifiés et non qualifiés. Pour les non-qualifiés, les lois actuelles sur le regroupement familial, plus des accords pluri-annuels avec les Etats d'où proviennent régulièrement des travailleurs saisonniers, suffiraient selon lui, tandis que pour la main-d'œuvre qualifiée, il souhaiterait que les étudiants étrangers puissent travailler en France à la fin de leurs études.

Enfin, à tout cela, le gouvernement a répondu, ce qui n'est guère étonnant en cette période électorale, qu'il est urgent de ne rien faire...

Toute cette discussion qui n'est pas nouvelle, a le mérite de montrer en quels termes le monde patronal se pose ces problèmes. Car ouvrir ou fermer plus ou moins les frontières, profiter en fait de l'existence de pays pauvres, appauvris par les riches des pays dits riches - des pays où la

population cherche, souvent dans les pires conditions, à aller gagner une maigre pitance loin de chez elle - n'est qu'un moyen de se fournir une main-d'œuvre sous-payée et vulnérable. Les patrons utilisent cette situation pour peser sur l'ensemble des salaires. Et ils ne prennent même pas la peine de s'en défendre.

Ce dont discutent les milieux patronaux, ce n'est pas de changer quoi que ce soit, même pas de revenir sur la restriction du flux d'immigration décrétée en France depuis 1974, ou de revenir sur la législation concernant les possibilités de naturalisation des étrangers; ce dont ils discutent, c'est de la meilleure façon d'adapter, au mieux de leurs besoins, la venue d'une main-d'œuvre étrangère, qu'ils souhaitent dans la situation la plus précaire. Un débat qui illustre la façon dont les patrons considèrent les travailleurs immigrés, mais en fait du même coup tous les travailleurs.

Nelly MEYER

## Échos des entreprises (extraits des bulletins d'entreprise Lutte Ouvrière)

### À QUOI SERVENT NOS IMPÔTS?

Comme chaque année, en partenariat avec La Poste, l'opération « pièces jaunes » a commencé, appelant une nouvelle fois à la générosité des gens.

Pourtant l'amélioration des conditions de séjour dans les hôpitaux incombe à l'État, mais celui-ci s'en décharge complètement. Pire même, car depuis des années il saccage ces services public : fermeture de services, suppressions de postes, détérioration des conditions de travail des agents hospitaliers, au détriment de la qualité des soins et de la sécurité.

Alors, pourquoi pas les pièces jaunes pour le Charles-de-Gaulle et l'argent de nos impôts pour les services publics?

Bulletin Lutte Ouvrière  
Tri postal - Roissy 22 janvier

### ON VA JOUER À GUICHETS FERMÉS

A Saint-Denis depuis 1997, on nous promet des guichets tout neufs pour les semaines à venir...

Les travaux n'arrivant pas, l'état des guichets se dégrade petit à petit mais il n'est pas question d'améliorer quoi que ce soit puisque tout doit être refait.

Encore un peu de patience et il n'y aura rien à démolir, ça tombera tout seul!

### EMBAUCHE AU COMPTE-GOUTTES

La direction a annoncé qu'elle ne compte titulariser que quatre emplois-jeunes en 2001! Pour tous les autres, cela veut dire encore deux ans et demi d'incertitude.

Ce n'est ni le septennat, ni le quinquennat de la précarité qu'on veut, mais l'embauche immédiate pour tous.

### RENDEZ-VOUS, VOUS ÊTES CERNÉS!

A la Banlieue, quand il n'y a pas les effectifs nécessaires à l'accueil, on en subit aussi les conséquences à la vente.

C'est bien assez d'avoir des files d'attente sans fin devant nous, sans avoir en plus à régler le problème des voyageurs qui ont leur ticket coincé, etc.

Est-ce là ce que la direction appelle mettre de l'ambiance dans les gares?

Bulletin Lutte Ouvrière  
SNCF - Paris Gare du Nord  
15 janvier

**Génétique**

# UN CURIEUX FRONT COMMUN POUR ENTRAVER LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**Faut-il interdire la recherche scientifique sur certains sujets ? C'est la question qu'ont posée ces jours derniers deux événements apparemment sans aucun rapport entre eux : les propos de Chirac se déclarant hostile à toute recherche sur le clonage humain à but thérapeutique, et le procès de Montpellier, au cours duquel José Bové devait s'expliquer sur le saccage, en juin 1999, d'une serre du Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) dans laquelle était cultivé du riz transgénique.**

## CHIRAC ET LE CLONAGE HUMAIN À VISÉE THÉRAPEUTIQUE

La prise de position de Chirac relève sans doute plus de la volonté de s'opposer à un projet de loi envisagé par Jospin que de ses propres convictions philosophiques. Il y a si peu de désaccords entre la droite et le gouvernement de la gauche dite « plurielle » en matière de politique économique et sociale, que les futurs rivaux pour les élections présidentielles de 2002 doivent bien rechercher ailleurs des différences. Mais même si Chirac a pris soin de déclarer qu'il s'opposait aux recherches sur le clonage à but thérapeutique (c'est-à-dire destiné à produire des cellules génétiquement semblables à celles d'un malade, pour suppléer l'absence ou la défaillance des siennes propres), parce que cela ouvrirait la voie au clonage reproductif (se donnant le but de fabriquer une copie génétiquement conforme d'un individu), ses propos ne pouvaient que plaire à la frange la plus réactionnaire de son électorat, à tous ceux qui prétendent, en vertu de leur vision religieuse des choses, qu'un embryon humain, dès le premier stade de son développement, est un être humain à part entière. C'est-à-dire, pour ces gens-là, doté d'une « âme éternelle ».

Cela nous ramène vingt-cinq

ans en arrière, quand une grande partie des députés de droite se déclarait, pour les mêmes raisons, hostile au projet de loi défendu par Simone Veil, légalisant enfin le recours à l'interruption volontaire de grossesse.

Dire qu'il s'agit de ne pas laisser se développer des techniques susceptibles de permettre le clonage reproductif chez l'être humain (clonage qui serait effectivement totalement dépourvu de sens et d'intérêt) n'est en effet qu'un piètre prétexte, puisqu'on pourrait en dire tout autant du clonage de certains animaux, qui peut au contraire présenter un grand intérêt pour la recherche scientifique, ou la production de certains médicaments.

## LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE ET LA RECHERCHE GÉNÉTIQUE

Il n'y a en apparence rien de commun entre la fraction la plus réactionnaire de l'électorat chiracien, et les leaders contestataires de la Confédération paysanne. Pourtant, la mise à sac de la serre du Cirad allait bien au-delà de la dénonciation de l'utilisation des OGM, et elle posait elle aussi le problème de l'interdiction de la recherche scientifique dans certains domaines.

Il y a, dans le grand public, une crainte de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés, non pas d'ailleurs dans tous les domaines, mais essentiellement dans celui de l'alimentation. Quasiment personne ne dénonce le fait que les scientifiques aient « génétiquement modifié » des bactéries, pour leur faire produire par exemple une copie conforme de l'insuline humaine, bien moins susceptible d'entraîner une intolérance que l'insuline de porc, ou une hormone de croissance ne risquant pas, comme celle obtenue à partir d'hypophyses de cadavres, de véhiculer avec elle virus ou autres prions. Mais par contre la présence, dans l'alimentation, de soja ou de maïs transgénique crée incon-

testablement des craintes. Que celles-ci soient justifiées ou non, c'est de toute manière le droit des consommateurs de savoir ce qu'il y a dans leur assiette. Comme c'est évidemment aussi le droit de tous ceux qui pensent qu'il y a des risques à répandre dans la nature des graines génétiquement modifiées (que ce risque soit réel ou pas), de réclamer qu'on prenne auparavant le temps d'étudier tous les inconvénients possibles de ces procédés, et qu'on ne cède pas à l'impatience des trusts de l'agro-alimentaire avides d'augmenter leurs profits.

Mais l'opération menée en juin 1999 contre le laboratoire du Cirad allait bien au-delà de cela, et derrière cette « action directe », se profilaient des idées qui n'avaient rien de progressistes. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les deux pages d'interview de l'un des co-accusés de José Bové au procès de Montpellier, René Riesel, publiées dans le quotidien *Libération* des 3 et 4 février 2001.

## UNE ARGUMENTATION RÉACTIONNAIRE

René Riesel, tel que le présente *Libération*, a été secrétaire national de la Confédération paysanne de 1995 à 1999. Cet ancien étudiant de Nanterre, membre de l'Internationale situationniste dans les années qui ont suivi 1968, s'est reconverti dans l'élevage des moutons en Lozère. Ses propos ne reflètent peut-être pas exactement ce que pense la Confédération paysanne, qu'il a quittée l'an dernier. Mais il était néanmoins l'un des participants, au côté de José Bové, lors d'une action de la Confédération paysanne qui allait dans le sens de ses prises de position. Il a déclaré à *Libération*, selon ce journal : « *Ma critique de la technoscience est effectivement radicale : recherche publique, recherche privée, peu importe, quand ces gens, littéralement, ne savent pas ce qu'ils font, bricolent - sans en avoir de leur*

*propre aveu, la moindre compréhension théorique - des chimères génétiques aux effets imprévisibles.* » Qu'un certain Pasteur ait en son temps « bricolé », « sans en avoir la moindre compréhension théorique », un vaccin contre la rage, ne saurait ébranler notre philosophe, qui poursuit : « *Le sabotage contre le Cirad était une attaque frontale contre des recherches publiques, afin de casser le mythe selon lequel une recherche contrôlée citoyennement pourrait être régulée : il faut commencer par comprendre que cette technologie est par essence incontrôlable. Le fameux "principe de précaution" dont on parle tant, nous l'appliquons, de la seule manière dont il peut l'être.* »

Ce que Riesel rejette, ce n'est d'ailleurs pas seulement la recherche en génétique, c'est tout ce qu'a apporté le développement économique des deux derniers siècles : « *L'industrialisation est depuis la "révolution industrielle" en Angleterre une rupture fondamentale avec l'essentiel du processus d'humanisation. Sans civilisation paysanne, c'est la civilisation tout court qui se défait, on le constate aujourd'hui. Et la signification historique de l'industrialisation, sa vérité profonde devenue manifeste au XX<sup>e</sup> siècle, c'est la destruction : avec Auschwitz et Hiroshima, on a les deux fonts baptismaux sur lesquels a été portée l'époque contemporaine.* »

La barbarie nazie ne serait donc pas une conséquence des choix de l'impérialisme allemand, ni Hiroshima due à la politique de l'impérialisme US, tout cela résulterait de « *l'industrialisation* ». Si l'on comprend bien notre philosophe, la solution de tous nos maux serait de revenir à la société paysanne du XVII<sup>e</sup> siècle. Le problème, c'est qu'à cette époque-là, la terre comptait moins de deux milliards d'habitants, et que même les pays les plus riches connaissaient des famines périodiques. Faudrait-il demander à quelques milliards de nos citoyens de se faire hara-kiri pour que notre planète puisse renouer avec « *l'humanisation* », telle que la conçoit l'ancien secrétaire national de la Confédération paysanne ?

Comme quoi, être contestataire n'est pas incompatible avec le fait d'être aussi socialement réactionnaire qu'un président de la République de droite.

Au risque de nous faire traîner une fois de plus de « ringards », nous continuons à penser que ce n'est pas dans un retour à un passé plus ou moins mythique, mais dans une réorganisation socialiste de l'économie, que les hommes du XXI<sup>e</sup> siècle pourront trouver des solutions aux problèmes de leur temps.

Daniel MARTI

## Où il y a des gènes, il peut y avoir des sous

La nouvelle publication du génome humain (et il y en aura d'autres, car le décryptage de ce génome est loin d'être complet) a fait couler beaucoup d'encre. Mais plus qu'un événement scientifique, c'est d'un événement économique qu'il s'agit, car pour la société Celera (la bien nommée ?), la manoeuvre consistait avant tout à prendre date pour pouvoir déposer le maximum de brevets concernant des gènes. Même pas de faire breveter une invention, mais une découverte de ce qui existe naturellement. Ah, si le premier homo erectus qui avait remarqué, il y a quelques centaines de milliers d'années, que le feu était reproductible avait pensé à le breveter, quelle fortune il aurait pu faire !

Cette publication a eu un premier résultat positif pour Celera : la valeur de ses actions a grimpé de plus de 8,5 % lundi 12 février, à la Bourse. Mais que penser de cette société où la recherche médicale est avant tout un moyen de faire du fric, et accessoirement seulement destinée à mieux soigner les hommes ?